

*République Tunisienne*  
*Ministère du Développement de l'Investissement*  
*Et de la Coopération Internationale*  
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

*Rapport de l'ITCEQ*

# Positionnement compétitif de l'économie tunisienne

Yousr ZRIBI  
Sonia MAHFOUDH  
Rachid FOURATI

Décembre 2018



*Le présent rapport est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.*

*Ce rapport est réalisé dans le cadre des travaux annuels de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale de la Compétitivité sous la supervision de Mme Affet BEN ARFA.*

## SOMMAIRE

<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>4</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES.....</b>	<b>4</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>SYNTHESE.....</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>7</b>
<b>SECTION 1 : INDICATEUR SYNTHETIQUE DE COMPETITIVITE GLOBALE .....</b>	<b>9</b>
<b>SECTION 2 : COMPETITIVITE COURANTE.....</b>	<b>13</b>
<b>I. STABILITE DU CADRE MACROECONOMIQUE.....</b>	<b>16</b>
<b>II. SYSTEME BANCAIRE ET MARCHE BOURSIER .....</b>	<b>20</b>
<b>III. CROISSANCE ET DYNAMISME ECONOMIQUE .....</b>	<b>23</b>
<b>IV. COMPETITIVITE INTERNE.....</b>	<b>26</b>
<b>V. COMPETITIVITE EXTERNE .....</b>	<b>29</b>
<b>VI. INTEGRATION ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE .....</b>	<b>31</b>
<b>SECTION 3 : COMPETITIVITE POTENTIELLE.....</b>	<b>33</b>
<b>I. INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE ET USAGE DES TIC.....</b>	<b>36</b>
<b>II. INNOVATION ET ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE.....</b>	<b>38</b>
<b>III. RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>41</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>44</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>48</b>
<b>SOURCES STATISTIQUES.....</b>	<b>48</b>

## Liste des tableaux

- Tableau 1 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité globale »
- Tableau 2: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante »
- Tableau 3: Principaux résultats liés au facteur « Stabilité du cadre macroéconomique»
- Tableau 4: Principaux résultats liés au facteur «Croissance et dynamisme économique »
- Tableau 5: Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier»
- Tableau 6: Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne »
- Tableau 7 : Principaux résultats liés au facteur «Compétitivité externe »
- Tableau 8: Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité territoriale»
- Tableau 9: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle »
- Tableau 10: Principaux résultats liés au facteur «Infrastructures technologiques et usage des TIC»
- Tableau 11 : Principaux résultats liés au facteur «Innovation et économie de la connaissance»
- Tableau 12: Principaux résultats liés au facteur «Ressources humaines»
- Tableau 13: Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité
- Tableau 14: Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne

## Liste des graphiques

- Graphique 1: Indicateur synthétique de la « Compétitivité globale »
- Graphique 2: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité globale
- Graphique 3: Indicateur synthétique de la « Compétitivité courante
- Graphique 4: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité courante
- Graphique 5: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 6: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de stabilité du cadre macroéconomique
- Graphique 7: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 8: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de croissance et dynamisme économique
- Graphique 9: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 10: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de système bancaire et marché boursier
- Graphique 11: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 12: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité interne
- Graphique 13: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 14: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité externe
- Graphique 15: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 16: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'intégration et d'attractivité territoriale
- Graphique 17: Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »
- Graphique 18: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité potentielle
- Graphique 19: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 20: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de Infrastructure technologique et usage des TIC
- Graphique 21: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 22: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'Innovation et économie de la connaissance
- Graphique 23: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)
- Graphique 24: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de Ressources humaines

## Liste des abréviations

<b>ANASE</b>	Association des Nations de l'Asie du Sud-est
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCT</b>	Banque centrale de Tunisie
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BPO</b>	Business Process Outsourcing
<b>BVMT</b>	Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis
<b>COFACE</b>	Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
<b>DB</b>	Doing Business
<b>EFF</b>	External Fund Facilities
<b>EUR</b>	Euro
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>HF</b>	Heritage Foundation
<b>ICOR</b>	Incremental Capital Output Ratio
<b>IDE</b>	Investissement Direct Etranger
<b>INR</b>	Roupie Indienne
<b>IT</b>	Inernational Tranparency
<b>MES</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur
<b>MF</b>	Ministère des Finances
<b>MTCEN</b>	Ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>PECO(s)</b>	les Pays de l'Europe Centrale et Orientale
<b>PGF</b>	Productivité Globale des Facteurs
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	Petites Moyennes Entreprises
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>PPA</b>	Parité de Pouvoir d'Achat
<b>PPP</b>	Partenariat Public-Privé
<b>R&amp;D</b>	Recherche et développement
<b>RNB</b>	Revenu National Brut
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UIT</b>	Union Internationale des Télécommunications
<b>UNCTAD</b>	United Nations Conference Trade And Development
<b>UNESCO</b>	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
<b>WDI</b>	World Development Indicators
<b>WEF</b>	World Economic Forum
<b>WER</b>	World Economic Report

## Synthèse

Au vu de la situation d'essoufflement et de ralentissement de l'activité économique, la Tunisie reste confrontée à des défis majeurs liés notamment à la croissance, à l'emploi, à l'investissement, aux équilibres macroéconomiques, à l'inflation, à la position extérieure du pays... etc. Cette situation préoccupante s'est traduite par une position tardive du pays pour figurer parmi les moins performants. Les résultats du rapport sur le positionnement compétitif de l'économie tunisienne dégagent qu'en termes de compétitivité globale, la Tunisie se classe au 22<sup>ème</sup> rang en 2016 parmi 27 pays concurrents. Elle se positionne au 26<sup>ème</sup> rang en termes de compétitivité courante et au 20<sup>ème</sup> rang en termes de compétitivité potentielle. Plusieurs facteurs ont affiché des signes de faiblesse et sont à l'origine de ces classements relativement retardés. Il s'agit essentiellement :

- des déséquilibres macroéconomiques dont les conséquences sont l'aggravation des déficits courant et budgétaire, la baisse des réserves en devises et la contraction du taux d'épargne;
- du manque de profondeur du système financier avec un niveau de prêts non productifs relativement élevé, bien qu'il soit en baisse ;
- de la faiblesse de la croissance et du dynamisme économique suite au fléchissement de nombreux secteurs productifs et au ralentissement de l'effort d'investissement ;
- du manque de concurrence sur le marché interne du fait des lourdeurs administratives et de la réglementation en vigueur ;
- de la non diversification des produits exportés par marché et, à moindre degré, par produit en plus de la lourdeur des procédures douanières se traduisant par des pertes de parts de marché sur l'UE;
- du manque d'attractivité des IDE, conjugué à un cadre réglementaire relativement rigide et ce, en plus d'un climat d'affaires peu propice;
- du faible développement de l'infrastructure technologique et l'usage des TIC
- d'une relative absence de l'innovation et de l'économie de la connaissance

Contourner cette situation difficile reste tributaire de la capacité du pays à engager et à mettre en œuvre des réformes de politique économique profondes et rigoureuses, susceptibles de promouvoir la croissance, de rétablir les équilibres macroéconomiques et d'instaurer un climat de confiance avec les différents partenaires socioéconomiques, autant d'éléments essentiels pour améliorer la compétitivité du pays et la hisser à des positions meilleures.

## Introduction

L'année 2016 a affiché des signes de morosité économique. Le pays a été sensiblement touché par le contexte national peu favorable. Ce dernier est caractérisé par des tensions sociales et la résurgence du terrorisme qui ont pesé lourd sur l'investissement et l'activité du tourisme, outre la chute des cours des produits de base exportés et la baisse de la demande adressée à la Tunisie de la part des pays de l'UE, principaux partenaires commerciaux. En fait, Tous ces facteurs ont défavorablement affecté la croissance qui s'est nettement ralentie, atteignant un niveau trop faible pour contourner le niveau de chômage qui demeure élevé notamment pour les diplômés du supérieur. Les parts de marché externe ont, également, régressé et les équilibres fondamentaux se sont détériorés avec l'élargissement des déficits budgétaire et courant. Cette situation s'est suivie par un recours intense aux financements extérieurs, comme en témoigne la hausse significative du taux d'endettement extérieur et du service de la dette.

Partant, la Tunisie n'a pas pu améliorer son classement en 2016 et figure parmi le groupe des pays les moins compétitifs tels qu'il ressort des résultats du rapport de l'ITCEQ ainsi que de ceux des rapports de Benchmarking internationaux sur la compétitivité (WER, HF, IT etc.).

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la poursuite des travaux sur le positionnement compétitif de l'économie tunisienne. Il se donne l'objectif d'apprécier les résultats enregistrés par la Tunisie durant l'année 2016 et ce, comparativement à un panel de 27 pays concurrents<sup>1</sup> et par référence à une batterie d'indicateurs regroupés en plusieurs facteurs reflétant multiples facettes de l'économie.

Faut-il rappeler que l'approche préconisée distingue la compétitivité courante de la compétitivité potentielle. La première synthétise l'effet d'un ensemble de facteurs portant sur les performances réalisées aussi bien sur le plan global que sur les plans externe et interne. Elle concerne, plus précisément, les facteurs liés à « la croissance et dynamisme économique », à « la stabilité du cadre macroéconomique », au « système bancaire et marché boursier », à la « compétitivité interne », à la « compétitivité externe » et à « l'intégration et l'attractivité territoriale ». Concernant la compétitivité potentielle, qui permet d'apprécier le potentiel de croissance qu'englobent certains facteurs dont la productivité est différée, elle se rapporte à « l'infrastructure technologique », aux « ressources humaines » et à « l'innovation et l'économie de la connaissance ». A la lumière des résultats dégagés

---

<sup>1</sup> Il s'agit des concurrents sur le marché de l'UE et dont le choix s'est basé sur l'intensité de concurrence et sur l'indice de similarité.

au niveau des deux notions de compétitivité, une appréciation du positionnement compétitif dans sa dimension globale est effectuée moyennant l'élaboration d'un indicateur synthétique global.

Partant, l'analyse s'intéressera dans une première section à l'appréciation de la compétitivité globale de l'économie tunisienne. Elle sera consacrée dans les deux sections suivantes au positionnement du pays en termes de compétitivité courante et de compétitivité potentielle et ce, en se focalisant sur le classement au niveau des différents facteurs y afférents ainsi que sur l'évolution des indicateurs partiels qui en relèvent.

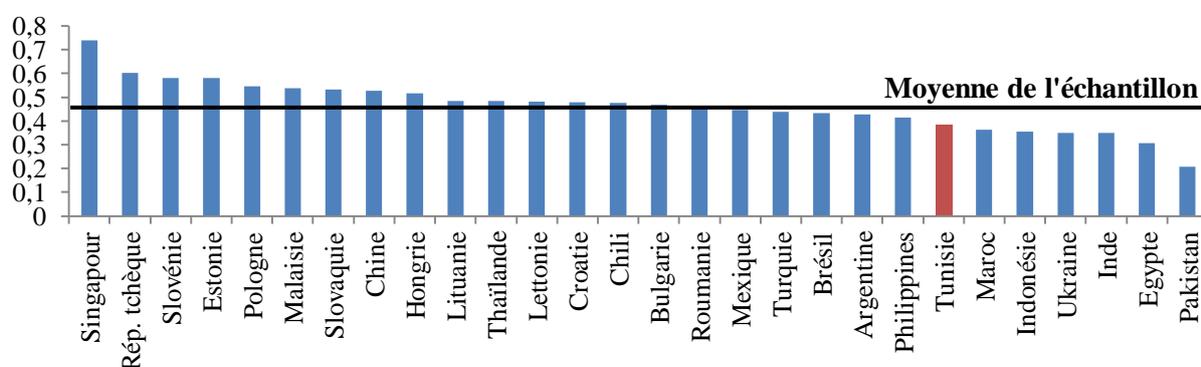
Une telle analyse permet de donner un éclairage sur les points forts et les points faibles caractérisant l'économie tunisienne ainsi que sur les expériences étrangères les plus réussies afin d'en tirer des leçons et d'aider les décideurs à engager les actions les plus appropriées pour améliorer la compétitivité du pays.

## Section 1 : Indicateur synthétique de Compétitivité globale

### *La Tunisie est structurellement en retard par rapport à la majorité de ses concurrents*

En termes de compétitivité globale, la Tunisie se trouve dans une position tardive en occupant le 22<sup>ème</sup> rang et se situe dans le groupe de pays à faibles performances. Les dernières positions sont conférées à certains pays de l'Asie (Indonésie (24<sup>ème</sup>), Inde (26<sup>ème</sup>) et Pakistan (28<sup>ème</sup>)) et de l'Afrique (Maroc (23<sup>ème</sup>) et Egypte (27<sup>ème</sup>)) alors que le Singapour a maintenu sa position de leader, suivi par la République tchèque et la Slovaquie.

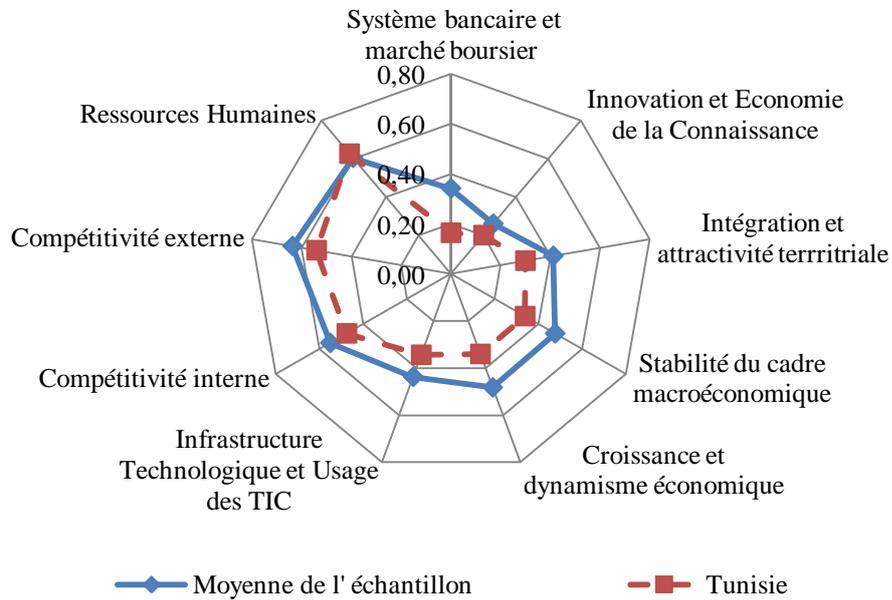
Graphique 1: Indicateur synthétique de la « Compétitivité globale »



Source : Compilations ITCEQ

Cette position relativement retardée de la Tunisie laisse entrevoir l'existence d'une marge de progression assez importante dans plusieurs domaines pour lesquels la Tunisie doit multiplier les efforts afin de rattraper les économies les plus performantes. En effet, des faiblesses structurelles sont affichées au niveau des domaines ayant trait notamment au système financier, à la croissance et dynamisme économique, à la stabilité macroéconomique, à l'intégration et attractivité territoriale, à l'infrastructure technologique et usage des TIC et à la compétitivité sur les marchés tant interne qu'externe ; lesquels constituent, inéluctablement, des piliers fondamentaux pour booster la croissance et améliorer la productivité, dynamiser l'investissement et relever le défi de l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur.

**Graphique 2: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité globale**

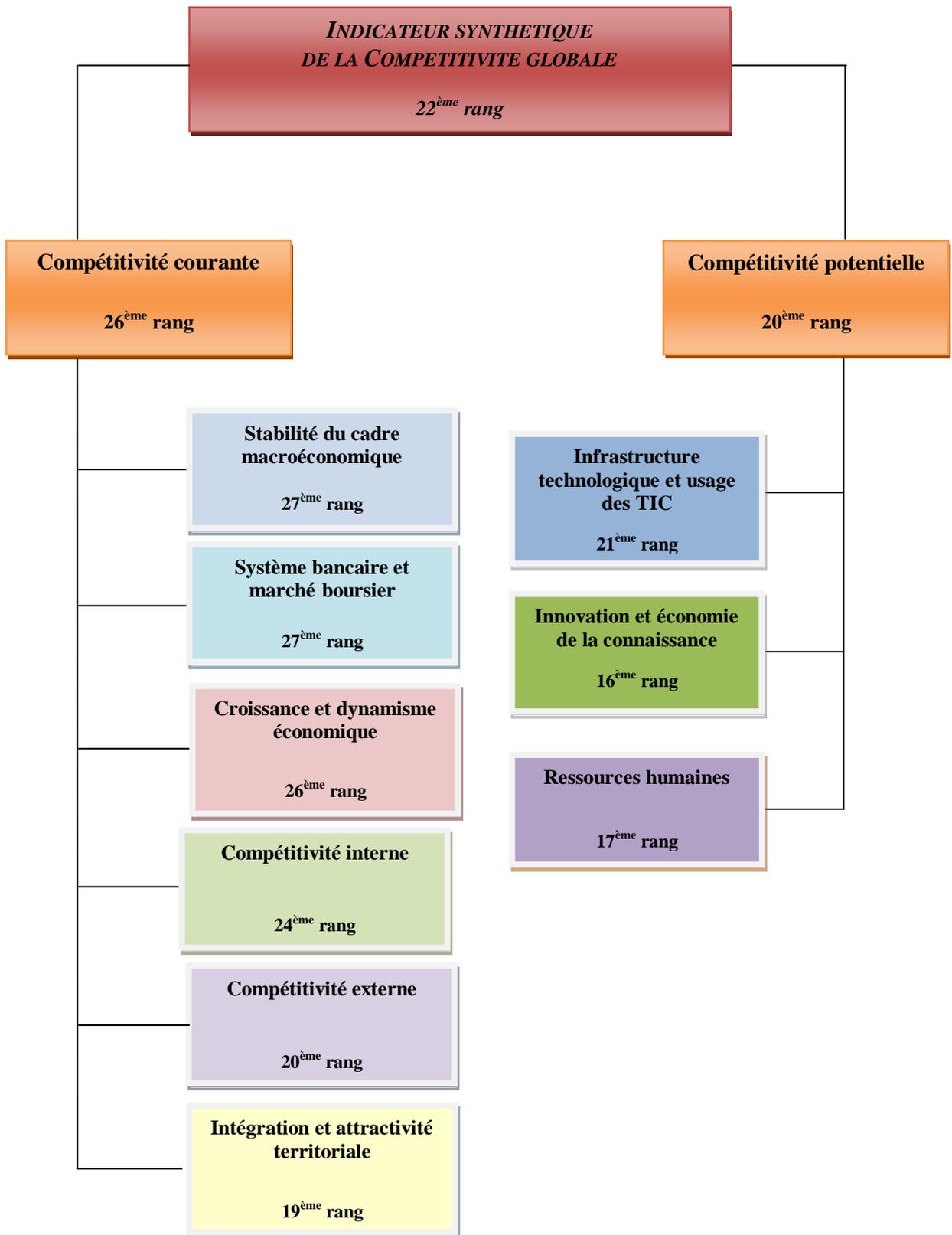


*Source : Compilations ITCEQ*

Plus précisément et selon l'approche adoptée par l'ITCEQ, le classement de la Tunisie aurait été nettement meilleur n'eut été les moindres performances enregistrées en termes de compétitivité courante.

Partant, cette appréciation globale n'exclue pas la nécessité d'effectuer une analyse plus détaillée de chaque facteur, ne serait-ce des différents indicateurs séparément et ce, dans le temps et par rapport à la moyenne de l'échantillon afin de détecter les forces et les faiblesses de l'économie tunisienne. En effet, l'indice synthétique de la compétitivité globale agrège l'ensemble de l'information pour donner une vue synoptique, compacte et instantanée de la compétitivité du pays. Il ne permet pas, ainsi, d'apprécier de manière approfondie les performances ou les contre performances d'un pays puisque son classement dépend également des résultats enregistrés par les autres pays. Autrement dit, une amélioration du classement d'un pays peut être induite par une détérioration des résultats des autres pays. C'est pourquoi on envisage constamment de compléter l'interprétation du classement par des informations fournies par les indicateurs de base.

Tableau 1: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité globale »



### Encadré : Approche méthodologique

L'approche préconisée dans l'appréciation du positionnement compétitif de l'économie tunisienne s'appuie sur la méthode de « scoring » qui consiste à classer les pays en fonction des résultats qu'ils ont réalisés au niveau d'un large éventail d'indicateurs (62 indicateurs) majoritairement quantitatifs regroupés en neuf facteurs.

#### Choix des pays de l'échantillon :

L'échantillon retenu dans l'analyse couvre 27 pays concurrents dont le choix a été effectué sur la base de l'intensité de concurrence traduisant la pression concurrentielle(\*) qu'exercent les différents pays sur les exportations tunisiennes dans le marché de l'UE. Ce choix se base, en outre, sur l'indice de similarité qui renseigne sur le degré de similarité entre les exportations tunisiennes et celles des autres pays sur ce marché, ce qui permet de mieux cibler les véritables pays concurrents de la Tunisie. Par ailleurs, la part de marché externe de ces pays sur l'UE est assez importante pour atteindre 77,5% en 2016.

#### Normalisation des données :

L'exploitation du système d'indicateurs utilisé en vue d'établir le classement des pays de l'échantillon nécessite la conversion de ces indicateurs en données pouvant être regroupées et comparées. Toutes les données ont été ainsi normalisées de façon à résoudre le problème d'unités de mesures différentes.

Ainsi et en ce qui concerne les indicateurs favorisant l'évolution de la compétitivité, la normalisation s'est effectuée selon la méthode suivante :

$$I_i = (X_i - X_{\min}) / (X_{\max} - X_{\min})$$

avec :  $X_i$  : la valeur de l'indicateur pour le pays  $i$

$X_{\min}$  : la valeur minimale de l'indicateur

$X_{\max}$  : la valeur maximale de l'indicateur

Quant aux variables qui nuisent à l'évolution de la compétitivité, la normalisation s'est faite comme suit :  $I_i = (X_{\max} - X_i) / (X_{\max} - X_{\min})$ .

(\*) Elle est saisie comme étant la part de marché que détient un pays sur un marché partenaire pondérée par la part des exportations tunisiennes sur ce marché. Une valeur élevée de cet indicateur signifie que le pays constitue un concurrent potentiel à la Tunisie.

Cette normalisation des données permet l'élaboration d'un indice qui varie entre 0 et 1. Une valeur de l'indice qui tend vers 1 signifie que le pays est compétitif pour l'indicateur en question.

#### Classement des pays :

Le classement des pays a été effectué sur plusieurs étapes. Il a été établi, dans un premier temps, en fonction des indices calculés au niveau des différents indicateurs. Il a été procédé, dans un deuxième temps, au calcul d'un indice synthétique par facteur sur la base d'une moyenne équipondérée des indicateurs normalisés y afférents. Par la suite, le classement des pays pour chacune des notions de compétitivité courante et de compétitivité potentielle a été établi en procédant à la moyenne des indices synthétiques des facteurs qui en relèvent en leur affectant la même pondération. Ces moyennes permettent finalement le calcul d'un indice synthétique susceptible d'apprécier le positionnement compétitif des différents pays dans sa dimension globale.

Il importe de mentionner que des différences dans le classement attribué aux pays peuvent apparaître d'un rapport à l'autre. Ceci revient principalement :

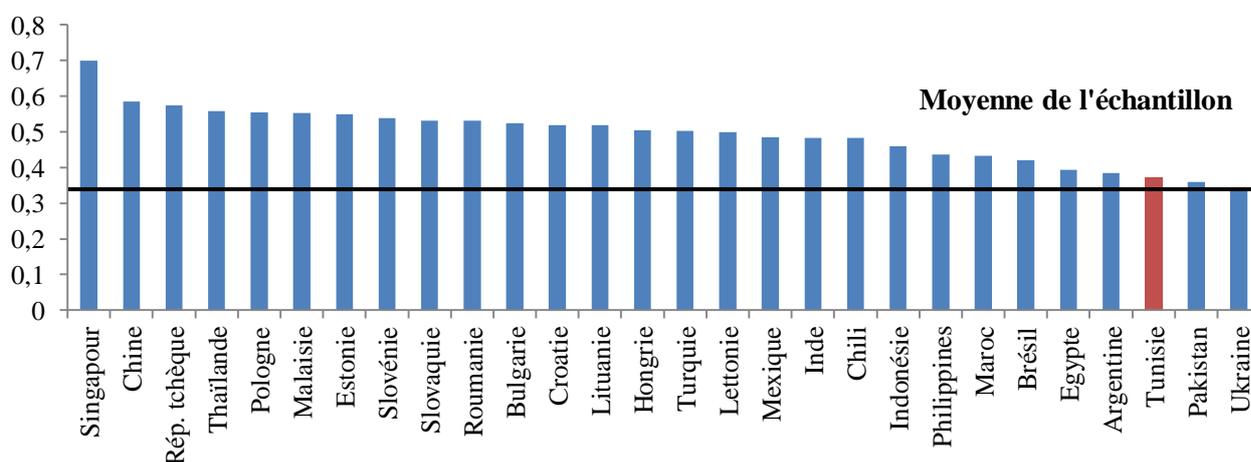
- à la révision des indicateurs mis à l'étude dont le nombre peut varier d'une année à l'autre. Cette révision s'avère nécessaire dans la mesure où elle permet d'enrichir l'analyse moyennant l'ajout de nouveaux indicateurs, le remplacement de certains indicateurs par d'autres de meilleure qualité statistique, etc. ;
- à la mise à jour des données qui concerne non seulement la dernière année mais toute la série temporelle retenue ;
- aux données manquantes qui ont un effet non négligeable sur les résultats et surtout sur le calcul des indicateurs synthétiques.

## Section 2 : Compétitivité courante

### *Une année de plus, la Tunisie se situe dans le groupe de pays à faibles performances*

Les investigations empiriques révèlent que la Tunisie continue à occuper une position tardive en 2016, soit le 26<sup>ème</sup> rang. Cette moindre performance est attribuable essentiellement au déclin caractérisant les résultats enregistrés par la Tunisie au niveau de la majorité des facteurs et aux avancées enregistrées par certains concurrents en l'occurrence la Bulgarie (11<sup>ème</sup> rang contre 15<sup>ème</sup> en 2015) et la Thaïlande (4<sup>ème</sup> rang contre 7<sup>ème</sup> en 2015).

**Graphique 3: Indicateur synthétique de la « Compétitivité courante »**

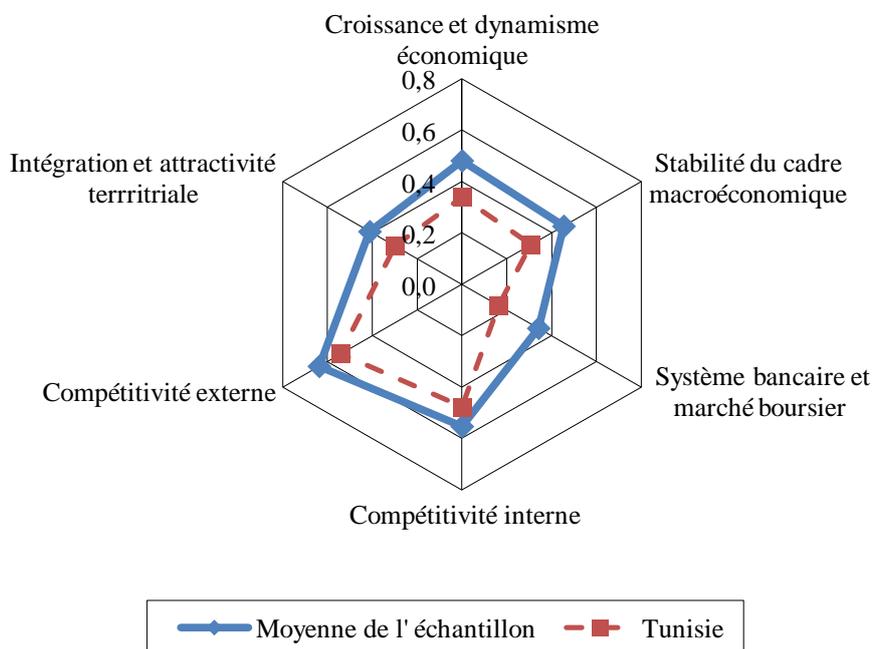


Source : Compilations ITCEQ

### *Une croissance en berne et une situation macroéconomique alarmante ...*

En fait et comparée à la moyenne de l'échantillon, la position de la Tunisie en 2016 s'avère défavorable notamment en ce qui concerne la stabilité du cadre macroéconomique et la croissance et dynamisme économique et ce, en plus des faiblesses structurelles qui marquent le système bancaire et marché boursier ainsi que la compétitivité interne.

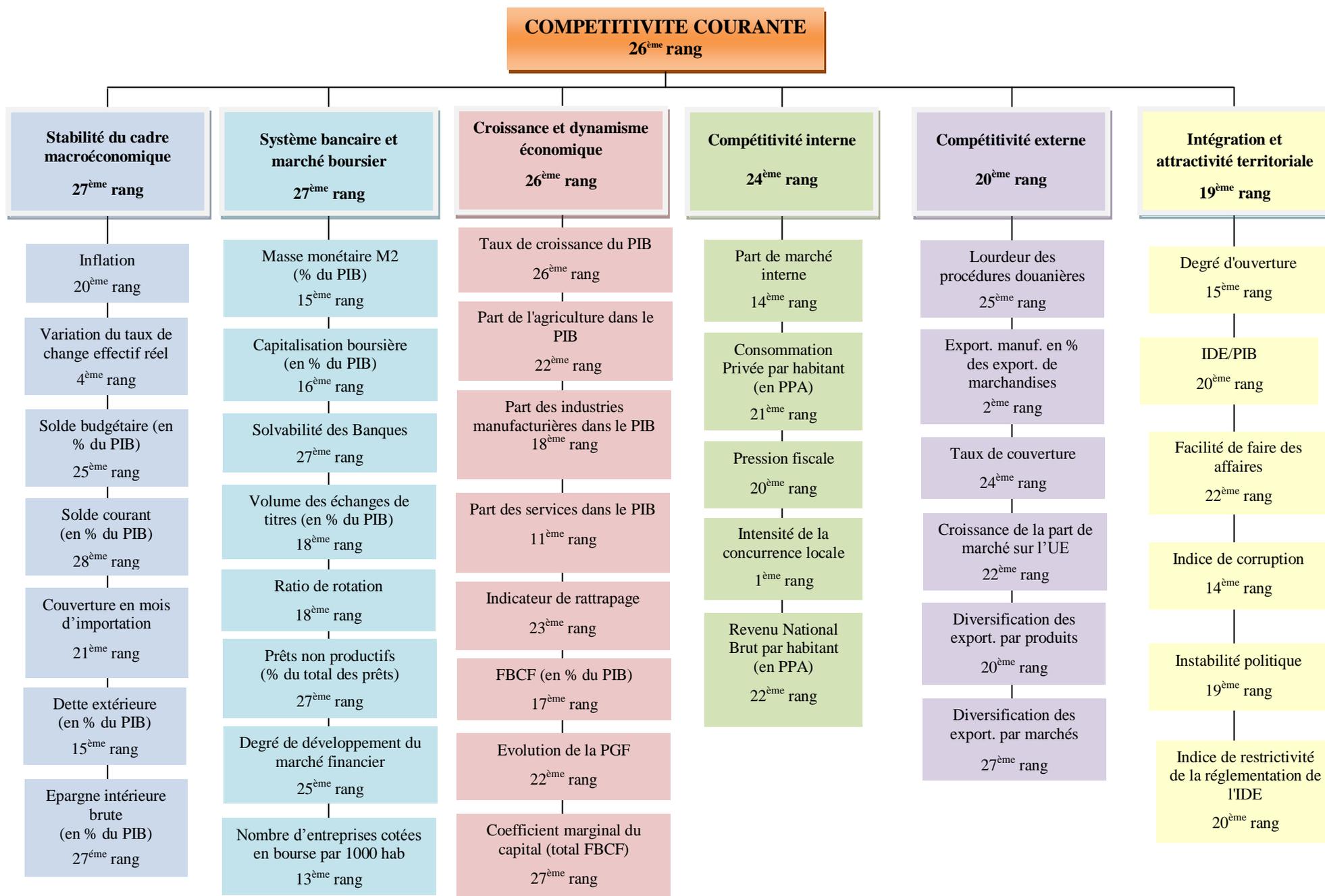
**Graphique 4: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité courante**



*Source : Compilations ITCEQ*

L'analyse gagnerait en pertinence en procédant à l'examen du positionnement compétitif de l'économie tunisienne au niveau de chaque facteur à travers le suivi des résultats enregistrés au niveau des indicateurs partiels y afférents, de nature à donner un éclairage sur les insuffisances qui caractérisent l'économie tunisienne auxquelles il importe de remédier.

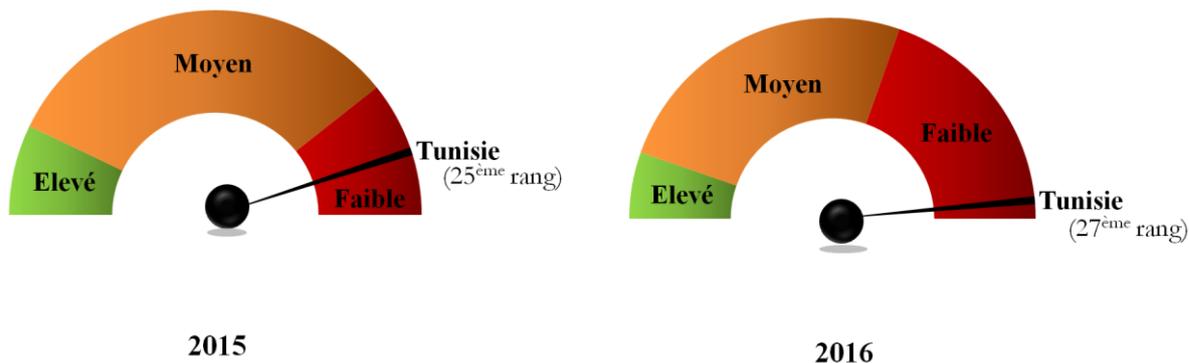
Tableau 2 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante »



## I. Stabilité du cadre macroéconomique

Les investigations empiriques effectuées montrent que la Tunisie continue à se situer dans une position retardée en matière de stabilité du cadre macroéconomique pour occuper l'avant dernier rang en 2016 contre 25<sup>ème</sup> en 2015.

Graphique 5: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)



Source : Compilations ITCEQ

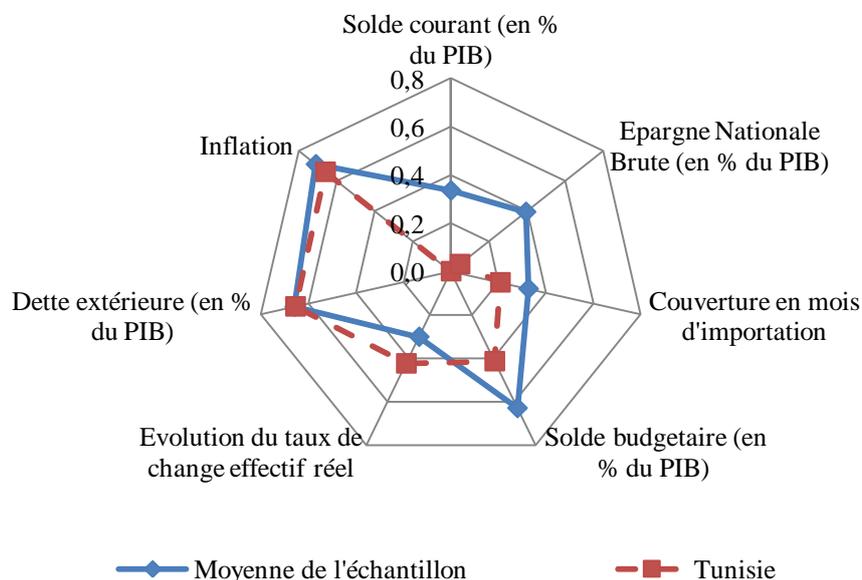
### Encadré : Classement des pays selon leurs performances

Les pays sont classés en trois groupes selon leurs degrés de performances et ce, après avoir calculé l'écart de performances (EP) dont la formule est la suivante :  $EP = \frac{X_{max} - X_{min}}{3}$

- un pays *i* est classé parmi le groupe de pays à performances élevées si son score  $X_i \geq X_E$  avec  $X_E = X_{max} - EP$
- un pays *i* est classé parmi le groupe de pays à performances moyennes si  $X_M \leq X_i < X_E$  avec  $X_M = X_E - EP$
- un pays *i* est classé parmi le groupe de pays à performances inférieures (ou faibles) si  $X_F \leq X_i < X_M$  avec  $X_F = X_M - EP$

L'on dénote qu'au niveau de ce facteur quelques pays ont enregistré un changement sensible dans leur classement au cours des deux dernières années. En effet, l'Inde, la Bulgarie et le Mexique ont gagné 8, 6 et 4 positions respectivement pour occuper le 9<sup>ème</sup>, le 5<sup>ème</sup> et le 6<sup>ème</sup> rang respectivement en 2016. A contrario, le Brésil, qui a été classé au 7<sup>ème</sup> rang en 2015, se trouve, en 2016, à la 17<sup>ème</sup> position.

**Graphique 6: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de stabilité du cadre macroéconomique**



Ce classement défavorable de la Tunisie s'explique essentiellement par :

- **le maintien du déficit courant à un niveau fortement élevé** (8,8% du PIB) procurant à la Tunisie la dernière position. Ce résultat s'explique principalement par la forte détérioration de la balance commerciale dont le déficit a plus que doublé entre 2010 et 2016. L'on relève, à ce niveau, que l'excédent de la balance des services n'a pas pu atténuer les pressions sur l'équilibre commercial (en 2016, uniquement 5,5% du déficit commercial a été financé par l'excédent de la balance des services contre plus de 40% en 2010)<sup>2</sup>.

#### ***La Bulgarie : un commerce extérieur très dynamique***

*La Bulgarie a enregistré un excédent courant qui a atteint un record de 5,4% du PIB en 2016 (comparé à un déficit de 0,1% du PIB en 2015) lui permettant d'occuper le 4<sup>ème</sup> rang (contre 11<sup>ème</sup> en 2015). Cette amélioration qui s'est maintenue depuis trois ans résulte notamment d'une dynamique favorable du commerce extérieur soutenue par la reprise de l'activité en Europe<sup>3</sup>.*

- **la régression des réserves en devises** qui ne couvrent que 3,7 mois d'importations en 2016 alors qu'ils étaient de 4,3 mois d'importations une année auparavant, attribuant à la Tunisie le 21<sup>ème</sup> rang (contre 19<sup>ème</sup> en 2015). Cette baisse trouve son origine

<sup>2</sup> Cf. « Rapport annuel 2016 » de la BCT

<sup>3</sup> Cf. « La situation économique et financière de la Bulgarie début 2017 » ; Ambassade de France en Bulgarie ; Mai 2017

principalement dans l'augmentation des dépenses au titre des règlements des opérations commerciales et financières et ce, malgré l'entrée de devises sous forme de financement extérieur<sup>4</sup>.

### ***Une dévaluation fructueuse de la couronne tchèque***

*Au niveau de cet indicateur, seule la République tchèque a enregistré un rebond dans son classement pour gagner 7 positions et occuper le 8<sup>ème</sup> rang. En fait, la banque centrale tchèque a adopté, depuis 2013, une politique de dévaluation de sa monnaie par rapport à l'euro afin d'atténuer les pressions déflationnistes. Ainsi, le volume des devises étrangères par rapport au PIB a presque doublé au cours de la période 2014-2016 permettant une consolidation du solde commercial et un fort dynamisme des exportations tchèques<sup>5</sup>.*

- ***la diminution du taux d'épargne nationale*** qui s'est poursuivie en 2016 (10,8% contre 11,4% en 2015 et 21,2% en 2010) conférant à la Tunisie le 27<sup>ème</sup> rang. Cette tendance baissière s'explique, d'une part, par la faiblesse du revenu des agents économiques, conjuguée à un accroissement soutenu de la consommation globale et, d'autre part, par le rythme descendant des transferts des tunisiens à l'étranger malgré l'effet de change positif<sup>6</sup>.
- ***l'aggravation du déficit budgétaire*** qui est passé en 2016 à 6,1% du PIB contre 4,8% en 2015, classant la Tunisie au 25<sup>ème</sup> rang. Cette situation revient principalement à l'accroissement des dépenses de fonctionnement<sup>7</sup> et d'équipement<sup>8</sup> face à une progression modérée des recettes fiscales au titre d'impôts directs et ce, suite à une faible croissance économique<sup>9</sup>.

<sup>4</sup> Selon la BCT, les réserves de change ont été alimentées par l'encaissement de la première tranche du programme de facilité élargie du crédit (EFF) du FMI; du produit de l'emprunt obligataire émis sur le marché américain et du prêt octroyé par la BAD.

<sup>5</sup> Cf. « Situation économique et financière de la République tchèque au 1<sup>er</sup> semestre 2016 » ; Ambassade de France en République Tchèque, Juillet 2016

<sup>6</sup> Cf. BCT *op.cit*

<sup>7</sup> Selon les données du Ministère des Finances, ce sont les dépenses de rémunération qui ont enregistré une augmentation significative de 13,7% en 2016.

<sup>8</sup> Bien qu'elles ne représentent que 22,5% des dépenses totales, les dépenses d'équipement ont affiché une augmentation de 13% en 2016.

<sup>9</sup> Cf. BCT *op.cit*

### La Bulgarie a atteint l'équilibre budgétaire en 2016

La Bulgarie s'est engagée dans une amélioration sensible de ses comptes publics depuis la crise bancaire de 2014 liée à la faillite de Corporate Commercial Bank. En effet, l'Etat s'est trouvé obligé d'alimenter le Fonds de garantie des dépôts, ce qui a conduit à un déficit de 5,5% du PIB. Face à cette situation alarmante et pour éviter la pénalisation de la commission européenne en termes de la procédure de déficit excessif, le gouvernement n'a pas tardé à adopter des mesures d'ajustement visant à ramener le déficit budgétaire à un niveau viable et ce, moyennant un accroissement consolidé des recettes fiscales et une hausse limitée des dépenses (tout en restant prudent sur les dépenses sociales)<sup>10</sup>. A moyen terme, des réformes efficaces des systèmes de santé et de retraite et du secteur de l'énergie devraient également contribuer à améliorer les finances publiques. Ainsi, le déficit a été ramené à 1,6 % du PIB en 2015 et a été nul en 2016, procurant à la Bulgarie le 3<sup>ème</sup> rang contre 11<sup>ème</sup> en 2015 et 24<sup>ème</sup> en 2014.

### Une hausse prodigieuse du déficit budgétaire ukrainien

Au contraire, l'Ukraine a accusé une accentuation de son déficit budgétaire. En effet, l'accroissement programmé des dépenses militaires, les mesures annoncées en début d'année concernant l'emploi, celles en faveur des jeunes et, surtout, la progression de la masse salariale de la fonction publique ont poussé les dépenses à la hausse. Le déficit budgétaire a, ainsi, plus que triplé en 2016 pour atteindre 3,7% du PIB procurant à l'Ukraine le 20<sup>ème</sup> rang contre 8<sup>ème</sup> en 2015. Ce déficit aurait pu être plus élevé n'eut été le retour à la croissance économique (hausse de 2% du PIB contre une baisse de 10% en 2015) et le ralentissement de l'inflation (14% en 2016 contre 49% en 2015). Par ailleurs et pour lui débloquent la deuxième tranche de l'aide financière, le FMI a exigé un déficit budgétaire ne dépassant pas 3,7% en plus des réformes structurelles en vue d'abolir les privilèges fiscaux, d'élargir la base fiscale et de réduire les dépenses d'Etat<sup>11</sup>.

Tableau 3: Principaux résultats liés au facteur «Stabilité du cadre macroéconomique »

Indicateurs	Tunisie				Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang	Maroc		Pays	Valeur	Pays	Valeur
Solde courant (en % du PIB)	↑	-8,8	28	-4,4	-3,8	Singapour	19,0	Tunisie	-8,8
Solde budgétaire (en % du PIB)	↓	-6,1	25	-4,1	-2,3	Singapour	2,4	Egypte	-12,1
Couverture en mois d'importation	↓	3,7	21	6,3	5,6	Brésil	17,1	Estonie	0,2
Dette extérieure (en % du PIB)	↓	66,8	15	44,7	47,0	Chine	12,8	Singapour	169,8
Inflation	↑	3,7	20	1,6	7,8	Roumanie	-1,5	Argentine	41,2
Epargne intérieure brute (en % du PIB)	↓	10,8	27	28,2	24,5	Chine	45,9	Egypte	9,1
Evolution du taux de change effectif réel	↑	5,4	4	-1,8	2,1	Egypte	19,0	Brésil	-4,5

<sup>10</sup> Cf. Ambassade de France en Bulgarie *op.cit*

<sup>11</sup> Cf. « Ukraine » ; BNP PARIBAS, 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

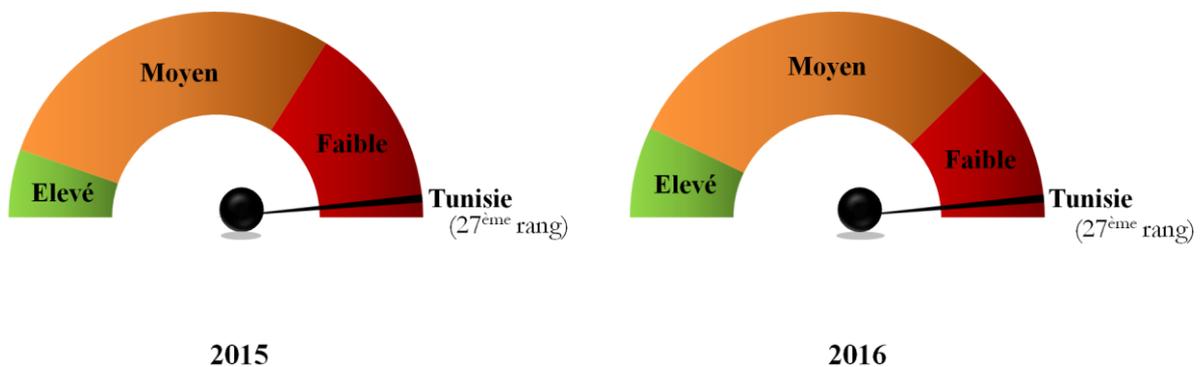
### Encadré : Méthode de comparaison

1. La position de la Tunisie est comparée par rapport à la moyenne de l'échantillon
  - Vert** si la performance de la Tunisie est mieux que la moyenne de l'échantillon
  - Orange** si la performance de la Tunisie est égale à la moyenne de l'échantillon
  - Rouge** si la performance de la Tunisie est moins que la moyenne de l'échantillon
2. Les performances de la Tunisie sont comparées par rapport aux données de l'année antérieure
  - ↑ si la performance de la Tunisie s'est améliorée par rapport à la valeur de l'année précédente, l'indicateur en question est marqué par une flèche ascendante.
  - si la performance de la Tunisie est restée stable par rapport à la valeur de l'année précédente, l'indicateur en question est marqué par une flèche horizontale.
  - ↓ si la performance de la Tunisie s'est détériorée par rapport à la valeur de l'année précédente, l'indicateur en question est marqué par une flèche descendante.

## II. Système bancaire et marché boursier

Au niveau de ce facteur, les investigations empiriques montrent que l'activité financière souffre encore de plusieurs insuffisances puisque la Tunisie demeure mal classée, soit au 27<sup>ème</sup> rang.

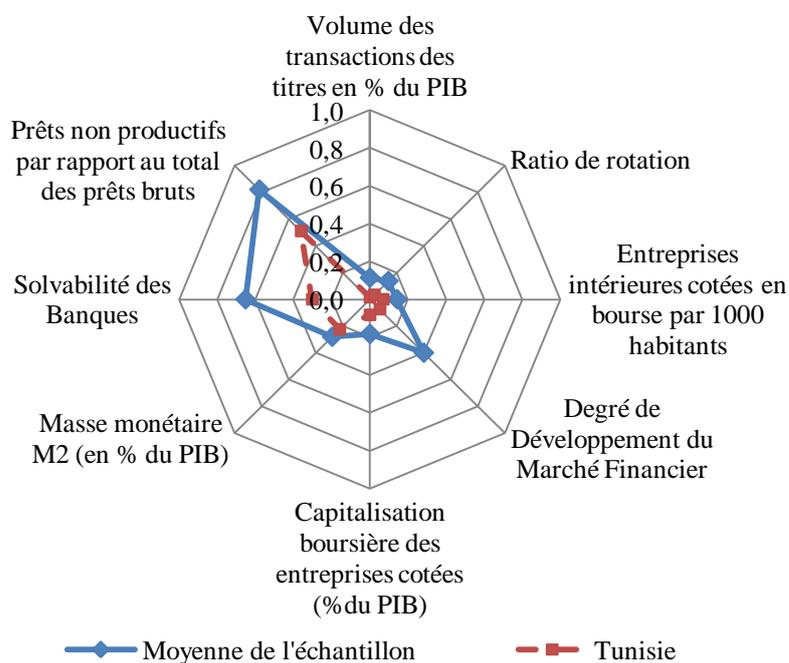
Graphique 9: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)



Source : Compilations ITCEQ

Faut-il signaler que si la majorité des pays concurrents ont gardé leur position au cours des deux dernières années, la Turquie a pu décrocher 4 places pour se classer au 7<sup>ème</sup> rang alors que la Lettonie a perdu 4 positions occupant par conséquent le 20<sup>ème</sup> rang.

**Graphique 10: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de système bancaire et marché boursier**



Source : Compilations ITCEQ

Le classement retardé de la Tunisie s'explique principalement par :

- *les scores constamment faibles attribués par le Forum de Davos quant à la solvabilité des banques et au développement du marché boursier*, conférant à la Tunisie le 27<sup>ème</sup> et le 25<sup>ème</sup> rang respectivement. En fait, le WEF juge que le système bancaire tunisien compte parmi les plus risqués, fragmentés et fortement dominés par les banques publiques. Quant au marché boursier, il continue à être considéré comme peu développé et joue un rôle très limité dans le financement de l'économie.

### **Inde : assainissement des banques et développement du marché des obligations**

Le classement de l'Inde en termes de solvabilité des banques et de développement du marché financier s'est nettement amélioré en 2016 avec des rangs 19<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> respectivement (contre 25<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> en 2015). Du côté du **secteur bancaire** et malgré l'augmentation des créances douteuses résultant principalement des progrès accomplis dans leur comptabilisation, plusieurs mesures ont été entreprises afin de remédier aux insuffisances relevées du dit secteur. Il s'agit notamment: i) de la mise en place d'une base de données sur les emprunteurs ayant des prêts supérieurs à 50 millions INR en plus d'une déclaration régulière de la situation des créances des banques, ii) du lancement du mécanisme de restructuration durable des actifs compromis (Scheme for Sustainable Structuring of Stressed Assets : S4A) permettant aux banques de convertir jusqu'à la moitié de leurs prêts aux entreprises en titres participatifs, sous le contrôle d'un organisme extérieur, iii) de la création de six nouveaux tribunaux spécialisés dans le recouvrement des créances, vi) de l'augmentation des provisions et des pondérations de risques pour les prêts au-dessus d'un certain montant et v) du lancement du programme « Indradhanush » afin d'améliorer la transparence du recrutement des hauts dirigeants des banques publiques<sup>12</sup>. Quant **aux marchés des valeurs immobilières**, le marché des actions indien est particulièrement bien structuré et très diversifié avec un taux de rotation élevé. Toutefois, la capitalisation du marché obligataire est relativement limitée et se compose majoritairement d'obligations publiques. Dans le but de stimuler le marché des obligations d'entreprises, la Banque de Réserve de l'Inde prévoit une diminution progressive de la proportion de titres d'État que les banques et les investisseurs institutionnels détiennent avec le lancement de nouveaux produits obligataires<sup>13</sup>.

- le **niveau structurellement élevé des prêts non productifs** dans le total des prêts, situant la Tunisie au 27<sup>ème</sup> rang.

**Tableau 5: Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier »**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Volume des transactions des titres (en % du PIB)	↓	1,9	18	3,1	32,6	Chine	163,4	Ukraine	0,1
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	↑	69,1	15	118,3	55,6	Chine	208,3	Argentine	28,9
Capitalisation boursière des entreprises cotées (en % du PIB)	↑	21,4	15	55,6	19,9	Singapour	215,6	Lettonie	3,9
Degré de Développement du Marché Financier	↑	3,2	25	3,8	3,8	Singapour	5,7	Argentine, Ukraine	3,0
Prêts non productifs par rapport au total des prêts bruts	↑	15,4	27	7,5	3,1	Estonie	0,9	Ukraine	30,5
Entreprises intérieures cotées en bourse par 1000 habitants	→	6,9	13	2,1	4,8	Singapour	85,4	Mexique	1,1
Ratio de rotation	↓	9,0	18	5,5	164,1	Chine	249,9	Ukraine	0,8
Solvabilité des Banques	↑	3,4	27	5,1	5,2	Chili	6,4	Ukraine	2,1

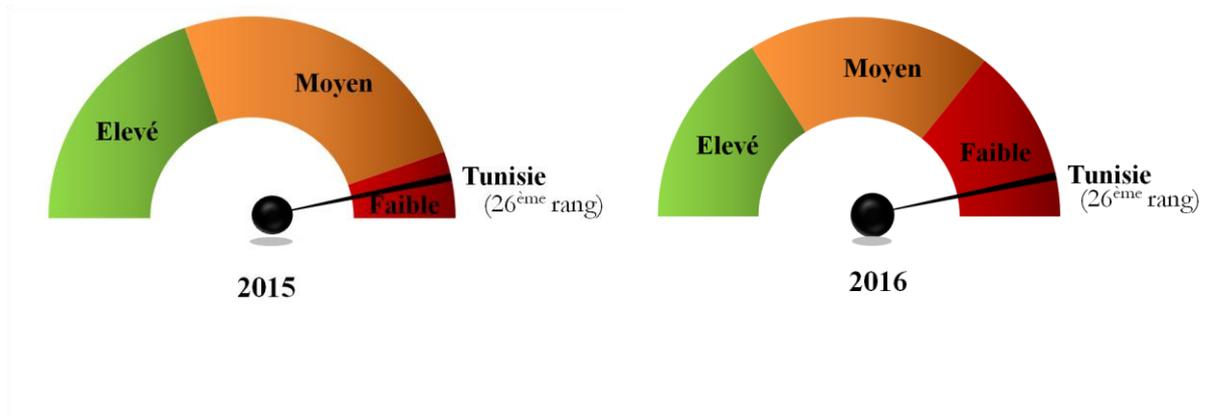
<sup>12</sup> Cf. « Inde : besoin d'assainissement des banques publiques » Johanna Melka, BNP PARIBAS, Avril 2017

<sup>13</sup> Cf. « Études économiques de l'OCDE : Inde », Février 2017

### III. Croissance et dynamisme économique

Les résultats dégagés montrent qu'au niveau de ce facteur la Tunisie continue à être classée parmi le groupe de pays à performances inférieures pour se situer au 26<sup>ème</sup> rang.

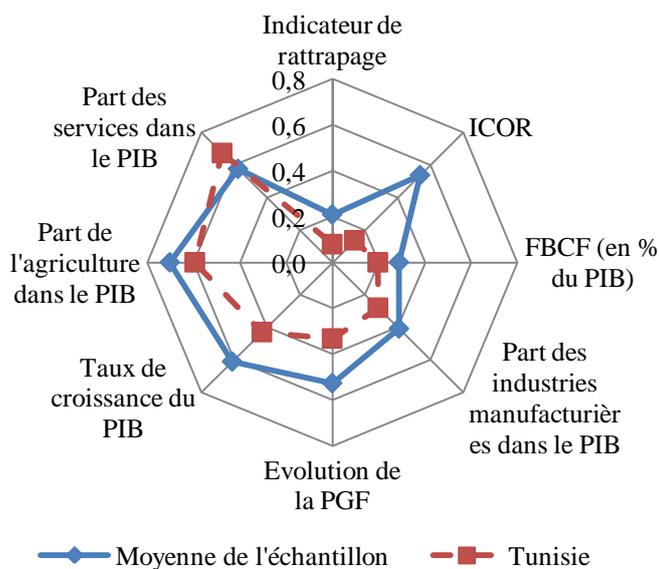
Graphique 7 : Evolution de l'écart de performance (2015-2016)



Source : Compilations ITCEQ

Il est à signaler que la majorité des pays de l'échantillon ont enregistré un changement significatif dans leur positionnement. A titre illustratif, si l'Estonie a pu décrocher 9 positions et monter à la 11<sup>ème</sup> place en 2016, la Turquie qui était classée au 7<sup>ème</sup> rang en 2015 occupe en 2016 le 18<sup>ème</sup> rang.

Graphique 8: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de croissance et dynamisme économique par indicateurs



Source : Compilations ITCEQ

Cette position retardée de la Tunisie est attribuable principalement :

- **au niveau structurellement faible de l'indicateur de rattrapage**<sup>14</sup> . Ce dernier a accusé une baisse de 0,5 points de pourcentage par rapport à l'année 2015 pour atteindre 29,6% en 2016 et ce, contrairement aux PECO dont le niveau moyen de l'indicateur s'élève à 70%. Cette situation traduit la capacité limitée du pays d'améliorer le niveau de vie de sa population du fait du niveau faible de son pouvoir d'achat, lié principalement aux taux d'inflation et au chômage qui demeurent assez élevés.
- **au manque d'efficacité de l'investissement** comme en témoigne le niveau constamment élevé de l'ICOR<sup>15</sup> qui est passé de 16,9% en 2015 à 20,5% en 2016 conférant à la Tunisie le 27<sup>ème</sup> rang.

***Une transparence accrue et un assainissement de la politique fiscale sont les garants d'une meilleure efficacité des investissements argentins***

*L'application de plusieurs réformes constructives et audacieuses<sup>16</sup> ont permis à l'Argentine de se situer à la tête du classement en termes d'efficacité d'investissement alors qu'elle occupait le 13<sup>ème</sup> rang une année auparavant. Ces réformes consistent essentiellement en :*

- *La normalisation de l'institut national de la statistique afin de doter le pays d'un instrument plus fiable pour suivre l'évolution de l'inflation<sup>17</sup>.*
- *La mise en place d'un processus d'audit rigoureux des attributions et paiements des travaux publics*
- *L'autonomie totale de la Banque Centrale*
- *Le lancement d'un programme d'amnistie fiscale destiné à alléger la charge fiscale des argentins ayant déclaré des actifs à l'étranger sans s'acquitter des impôts correspondants.*
- *L'abolition des mesures de réglementation de change et l'unification des différentes cotations des changes en un seul système de « flottement impur ». Actuellement, la Banque Centrale applique un régime de ciblage de l'inflation qui lui a permis de réduire considérablement le taux d'inflation.*

*L'on dénote que la contraction économique observée en 2016 (taux de croissance -2,2%) a été en partie due à ces réformes. Toutefois, les argentins sont conscients que les choses ne peuvent changer du jour au lendemain et, malgré le retard de la reprise économique qui a eu un impact négatif sur les niveaux de confiance, ils restent optimistes quant à leur avenir. Pour eux, la normalisation de l'Argentine et la mise en place d'un cadre de politiques prévisibles et transparentes doit ouvrir la voie à de nouveaux projets attractifs.*

<sup>14</sup> C'est le PIB par habitant exprimé en PPA rapporté à celui de l'UE 27.

<sup>15</sup> Appelé aussi coefficient marginal du capital. C'est le rapport entre le volume de l'investissement et celui de la variation absolue de la valeur ajoutée (en volume). Cet indicateur mesure le nombre de points de capital nécessaires pour créer un point supplémentaire de croissance. Plus le coefficient est élevé, moins l'utilisation du capital est efficace.

<sup>16</sup> Cf. « Economic Surveys: Argentina » ; OCDE, Juillet 2017

<sup>17</sup> L'ancienne administration était accusée de falsifier les statistiques de l'inflation afin de dissimuler les répercussions négatives des grands programmes de dépenses et le déficit budgétaire toujours croissant financé par la banque centrale au moyen de l'impression de monnaie.

- **à la tendance baissière du taux d'investissement** (19,6% contre 19,9% en 2015) imputable essentiellement au manque de dynamisme de l'investissement privé. Ceci s'explique par l'instabilité du climat sécuritaire et économique constituant des sources de réticence pour les investisseurs, en plus du comportement attentiste de ces derniers en rapport avec l'entrée en vigueur d'une série de textes de loi telles que le code d'investissement et la loi de la relance économique.

***Les Philippines : une tendance haussière des investissements***

*Depuis 2011, le taux d'investissement de l'économie des Philippines s'est fortement consolidé pour atteindre 24,6% en 2016 lui conférant le 9<sup>ème</sup> rang contre 16<sup>ème</sup> en 2015. Ceci est en relation avec la diminution du déficit public qui a permis d'accroître les dépenses en infrastructure<sup>18</sup> après des années de sous-investissement contraignant le développement économique du pays. La construction du secteur privé (logements, boutiques et bureaux) est, elle-aussi, en expansion, participant au dynamisme du secteur. Les dépenses en capital devrait s'accélérer grâce à une meilleure exécution du budget et à la mise en œuvre du programme de PPP soutenant les projets d'infrastructure de long-terme (construction de routes, aéroports...). De plus, la diversification en cours de l'économie des Philippines, tirée par l'essor des activités de sous-traitance de services (BPO), constitue un relais de croissance de long terme qui devra se consolider par une montée en gamme des services (financiers). A ce niveau, l'on dénote qu'en dépit de ces investissements massifs, le déficit budgétaire est resté faible (-0,4%). Les recettes fiscales ont, en effet, augmenté, suite à la croissance retrouvée (6,9%) mais aussi à une meilleure organisation fiscale.*

- **à la baisse de la productivité globale des facteurs (PGF)** de 1,4% en 2016 classant la Tunisie à la 22<sup>ème</sup> position. En fait et avec la faiblesse des investissements, cette baisse de la PGF ne peut que saper l'augmentation de la production et le niveau de vie de la population.

***Un climat d'affaires propice permettant d'améliorer la PGF ukrainienne***

*En 2016, l'Ukraine occupe la première position en termes de cet indicateur alors qu'elle s'est classée 27<sup>ème</sup> une année auparavant. Ce résultat revient principalement aux multiples réformes engagées pour améliorer le climat des affaires avec le soutien de la communauté internationale, bien qu'à un rythme freiné par la situation géopolitique et d'importants problèmes structurels<sup>19</sup>. Ces réformes ont touché principalement i) la propriété foncière à travers l'octroi du droit d'acquisition de terrains pour les investisseurs tant ukrainiens qu'étrangers, ii) les entreprises étatiques et ce, en termes d'amélioration des offices dirigeantes des entreprises stratégiques et de la privatisation des entreprises non-stratégiques et iii) l'administration des taxes. Le projet de réforme consiste à remplacer la police des taxes par une police financière sujette au ministère des finances, à optimiser les taxes, à supprimer les mécanismes de remboursement de la TVA qui se recoupaient et permettaient des opportunités d'évasion fiscale et, finalement, à permettre au ministère des finances de gérer directement la base de taxation, réduisant le risque de manipulation.*

<sup>18</sup> Cf. « Philippines » Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) France-Philippines, Mars 2017

<sup>19</sup> Cf. « Rapport économique sur l'Ukraine 2016 » ; Ambassade de Suisse pour l'Ukraine et la République de Moldova, Juillet 2017

- **à la lenteur de la croissance** qui n'a pas dépassé 1% en 2016, soit pratiquement le même taux enregistré une année auparavant (1,1%), procurant à la Tunisie le 26<sup>ème</sup> rang. Ce ralentissement est attribuable principalement au repli du secteur agricole et à la baisse de la valeur ajoutée non manufacturière en particulier de l'activité pétrolière et ce, en plus du recul de certaines activités manufacturières.

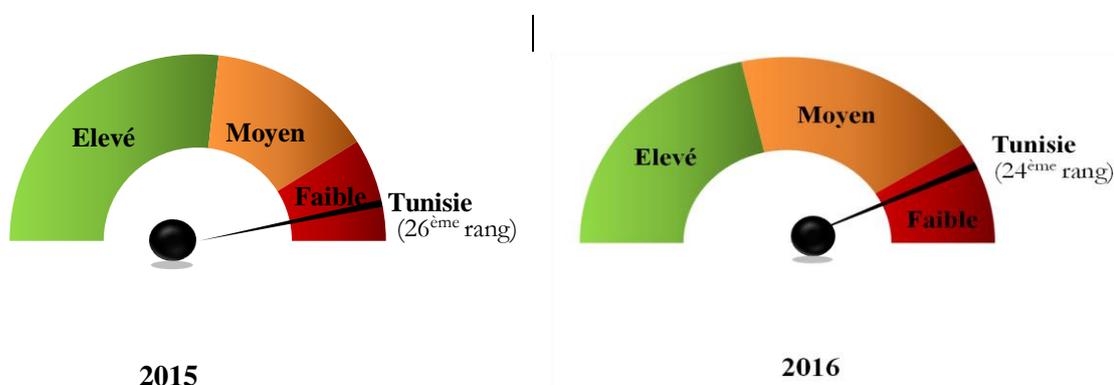
**Tableau 4: Principaux résultats liés au facteur « Croissance et dynamisme économique »**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Taux de croissance du PIB	↓	1,0	26	1,2	3,2	Inde	7,1	Brésil	-3,6
Part des industries manufacturières dans le PIB	↑	16,7	18	17,9	18,8	Chine	28,8	Brésil	11,7
Part de l'agriculture dans le PIB	↓	10,0	22	13,6	7,0	Singapour	0,0	Pakistan	24,6
Indicateur de rattrapage	↓	29,6	23	21,2	63,4	Singapour	223,5	Pakistan	13,0
Part des services dans le PIB	↑	65,1	11	56,8	61,0	Lettonie	74,7	Indonésie	45,3
FBCF (en % du PIB)	↓	19,6	17	30,2	29,3	Chine	42,8	Pakistan	14,0
Evolution de la PGF	↑	-1,4	22	-2,3	-1,7	Ukraine	3,4	Argentine	-3,8
Coefficient marginal du capital (ICOR)	↓	20,5	27	24,8	9,4	Argentine	-7,1	Maroc	24,8

#### IV. Compétitivité interne

A ce niveau, les investigations montrent que la Tunisie continue à occuper une position relativement retardée malgré l'amélioration de son classement (24<sup>ème</sup> rang en 2016 contre 26<sup>ème</sup> une année auparavant).

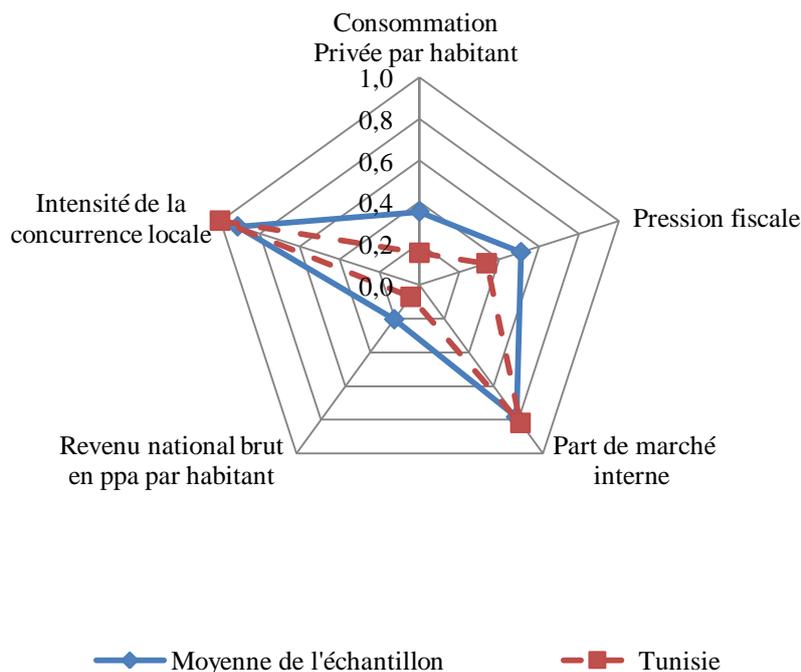
**Graphique 11: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)**



Source : Compilations ITCEQ

A ce titre, l'on constate que, globalement, la majorité des pays de l'échantillon ont maintenu leur classement au cours des deux dernières années de l'étude. Cependant, la Roumanie a amélioré son rang de 4 places pour occuper la 8<sup>ème</sup> position. A l'opposé, la Turquie a cédé la première position en faveur de la Malaisie, du Mexique et de la Lituanie pour se situer au 4<sup>ème</sup> rang.

**Graphique 12: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité interne**



*Source : Compilations ITCEQ*

Cette moindre performance de la Tunisie revient principalement :

- **à la forte pression fiscale** dont le taux dépasse toujours celui de la majorité des pays de l'échantillon, malgré la baisse enregistrée en 2016, plaçant la Tunisie au 20<sup>ème</sup> rang (contre 24<sup>ème</sup> en 2015). Il est à noter que la Roumanie est la grande gagnante dans ce peloton puisqu'elle a pu décrocher 6 places occupant le 12<sup>ème</sup> rang en 2016 ;

### Modifications du code fiscal en Roumanie

En 2016, la pression fiscale en Roumanie a diminué de 2,1 point de pourcentage pour atteindre 17.9% lui permettant de décrocher 6 positions et se situer au 12<sup>ème</sup> rang. En effet et bien que la fiscalité roumaine soit d'ores et déjà compétitive à l'échelle internationale, le gouvernement a approuvé une série de nouvelles mesures susceptibles de renforcer encore l'attractivité fiscale du pays auprès des entreprises<sup>20</sup>. Ces mesures portent plus précisément sur i) la baisse de la TVA sur les produits alimentaires ramenée de 24% à 9% ; ii) la modification du régime des micro-entreprises dont le revenu annuel est inférieur à 500.000 EUR. Ces entreprises paient un impôt égal à 3% si elles n'emploient aucun salarié et 1% si elles emploient au moins 1 salarié. En revanche, si le revenu est supérieur à 500.000 EUR, l'impôt appliqué à ces entreprises est de 16% ; iii) l'introduction d'un plafond de cotisation en matière de sécurité sociale. La base des prélèvements est désormais limitée à 5 fois le salaire minimum ; iv) l'exonération de la retenue à la source sur les distributions des dividendes.

- le niveau relativement faible de la consommation privée en PPA par habitant plaçant la Tunisie au 18<sup>ème</sup> rang devancée, de la sorte, par la totalité des PECO, par la Turquie et par certains pays de l'Amérique latine (Chili, Argentine et Mexique). Ceci va de pair avec l'évolution modérée du **RNB en PPA par habitant** qui reste en deçà de celui de plusieurs pays de l'échantillon conférant à la Tunisie le 22<sup>ème</sup> rang.

Tableau 6 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne »

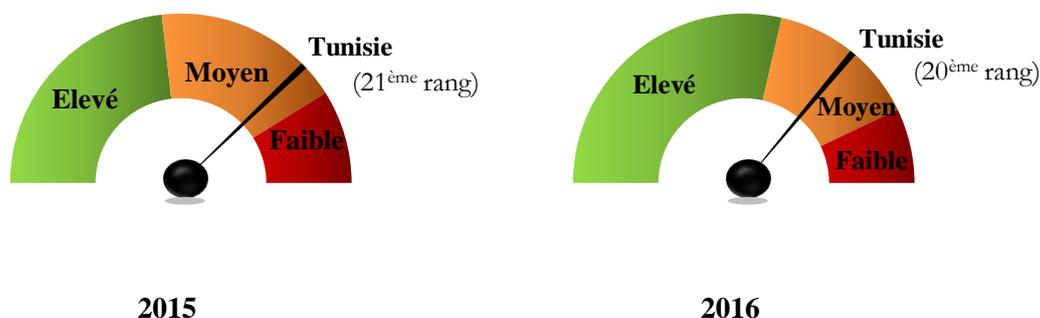
Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Consommation Privée par habitant (en PPA \$ constants 2011)	↑	6386,7	21	3901,0	12083,4	Singapour	22531,6	Inde	3435,4
Pression fiscale (en %)	↑	20,7	20	18,6	18,0	Inde	11,3	Hongrie	25,5
Part de marché interne (en %)	↑	54,5	14	58,9	75,8	Brésil	87,8	Singapour	-97,3
Intensité de la concurrence locale	→	0,3	1	0,27	0,19	Tunisie	0,3	Singapour	-1,31
RNB par habitant (en PPA \$ courants)	↑	11160	22	7710	24980	Singapour	84500	Pakistan	5560

<sup>20</sup> « La situation économique et financière de la Roumanie en 2016 » ; Ambassade de France en Roumanie ; Mars 2017

## V. Compétitivité externe

L'analyse empirique effectuée met en évidence le retard accusé par l'économie tunisienne en termes de compétitivité externe durant les dernières années pour se situer au 20<sup>ème</sup> rang en 2016.

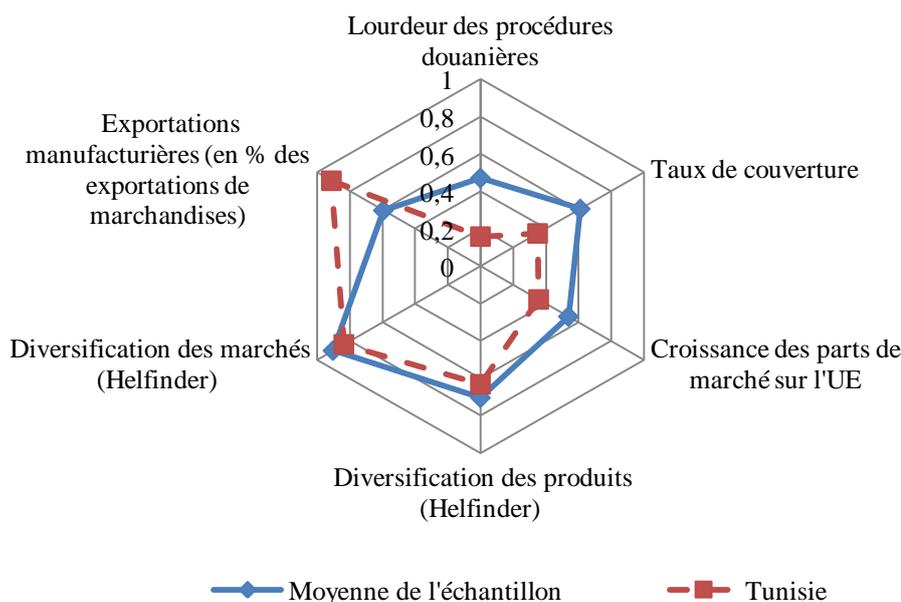
**Graphique 13: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)**



*Source : Compilations ITCEQ*

Il est à noter que la majorité des pays de l'échantillon a maintenu son classement à l'exception de l'Estonie et de la Croatie qui ont grimpé de 6 et 3 positions respectivement occupant de la sorte le 7<sup>ème</sup> et le 2<sup>ème</sup> rang contrairement à la Malaisie (17<sup>ème</sup> rang) qui a perdu 9 places ainsi qu'à la Chine (8<sup>ème</sup> rang) et aux Philippines (26<sup>ème</sup> rang) qui ont connu un recul de 7 positions.

**Graphique 14: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité externe**



*Source : Compilations ITCEQ*

Les contre performances de la Tunisie dans ce domaine sont perceptibles eu égard :

- **à la concentration des exportations sur un nombre réduit de marché** notamment le marché de l'UE procurant à la Tunisie l'avant dernière position. L'on note un maintien de la majorité des classements des différents pays au cours des deux dernières années à l'exception de la détérioration significative du positionnement de l'Egypte (23<sup>ème</sup> rang contre 16<sup>ème</sup> en 2015), de la Roumanie (10<sup>ème</sup> rang contre 6<sup>ème</sup> en 2015) et de la Lettonie (14<sup>ème</sup> rang contre 11<sup>ème</sup> en 2015) ;
- **au score relativement faible attribué à la Tunisie, selon WEF de Davos, en ce qui concerne la lourdeur des procédures douanières** conférant à la Tunisie le 25<sup>ème</sup> rang. L'Inde semble le pays qui a fait une avancée remarquable en la matière en occupant le 8<sup>ème</sup> rang (contre 13<sup>ème</sup> en 2015) alors que la Lettonie a enregistré un recul de 6 positions se situant de la sorte au 14<sup>ème</sup> rang.
- **au manque de diversification des exportations par produit** en dépit des efforts déployés dans ce cadre et permettant l'amélioration du classement de la Tunisie de 2 positions (20<sup>ème</sup> rang). La Lituanie, quant à elle, a pu décrocher 4 positions et se situer au 8<sup>ème</sup> rang, contrairement à la Roumanie qui a marqué une détérioration de son classement depuis 2013 pour perdre 5 places en 2016 et occuper le 13<sup>ème</sup> rang.

#### ***Diversification significative des exportations lituaniennes***

*Alors qu'elle se situe parmi les 5 premiers pays en termes de diversification des exportations par marché, la Lituanie a amélioré sensiblement son positionnement en matière de diversification par produit en occupant le 8<sup>ème</sup> rang (contre 12<sup>ème</sup> en 2015). En effet et depuis le deuxième semestre 2016, les exportations lituaniennes<sup>21</sup> ont repris, tirant parti de l'orientation favorable de certains marchés européens et d'autres destinations géographiques, mais aussi en raison des efforts de diversification des entreprises lituaniennes qui ont été privées de leurs débouchés traditionnels suite à l'embargo russe. Les performances à l'export les plus significatives sont venues des équipements mécaniques et électriques (15,8% des exportations) et des produits pétroliers raffinés (14,7%). Viennent ensuite les produits de la chimie et de la pharmacie dont la part est de plus de 10% puis les meubles et articles de décoration qui, avec les produits agro-alimentaires, représentent 7,3% des ventes lituaniennes à l'étranger.*

- **à la baisse du taux de couverture** qui se trouve à un niveau très bas ne dépassant pas 78,7% pour la deuxième année consécutive procurant à la Tunisie le 24<sup>ème</sup> rang ;
- **à la poursuite de la baisse de la part de marché sur l'UE** situant le pays au 22<sup>ème</sup> rang. Il est à souligner qu'au cours des deux dernières années le classement des pays

<sup>21</sup> Cf. « Le commerce extérieur lituanien et les relations commerciales franco-lituaniennes au 1<sup>er</sup> semestre 2017 » ; Ambassade de France en Lituanie, Octobre 2017

au niveau de cet indicateur est très variable. En effet, si la Lettonie (6<sup>ème</sup> rang) et l'Estonie (8<sup>ème</sup> rang) ont gagné 18 positions, les Philippines qui étaient classées première en 2015 se trouvent, en 2016, au 25<sup>ème</sup> rang. Par ailleurs, le Maroc continue à prendre de l'avance pour se classer à la 2<sup>ème</sup> position après la Croatie.

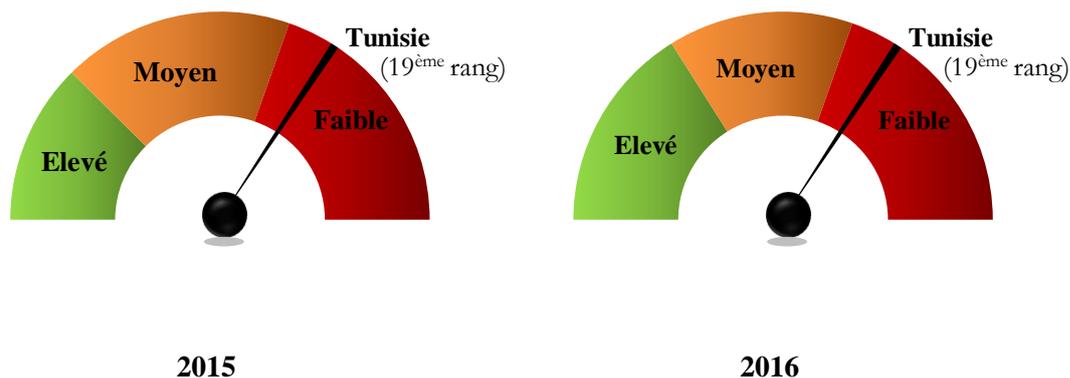
**Tableau 7 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe »**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Croissance des parts de marché sur l'UE	↓	-0,9	22	11,9	9,5	Croatie	13,6	Chili	-8,9
Diversification des produits	↑	6,8	20	7,0	3,2	Croatie	2,7	Chili	13,8
Diversification des marchés	↑	13,2	27	10,2	8,6	Ukraine	5,0	Mexique	55,1
Exportations manufacturières (% des exportations de biens)	↑	92,7	2	81,9	81,7	Chine	96,5	Egypte	53,4
Taux de couverture	→	78,7	24	77,4	88,4	Thaïlande	127,2	Egypte	52,6
Lourdeur des procédures douanières	↓	3,0	25	4,3	3,9	Singapour	6,2	Argentine	2,4

## VI. Intégration et attractivité territoriale

Les investigations empiriques montrent que la Tunisie continue à se classer dans des positions relativement retardées en occupant le 19<sup>ème</sup> rang.

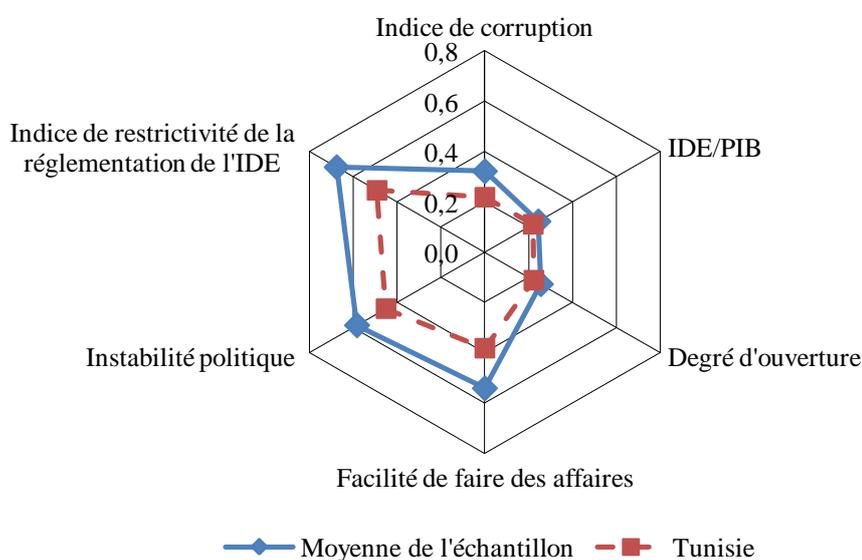
**Graphique 15: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)**



*Source : Compilations ITCEQ*

Il est à signaler que la majorité des pays de l'échantillon ont gardé le même classement au cours des deux années 2015-16, mis à part l'Inde qui a pu décrocher 3 positions (17<sup>ème</sup> rang en 2016) et le Brésil et la Turquie qui ont perdu 3 places pour occuper le 20<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> rang respectivement en 2016.

**Graphique 16: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d' « Intégration et attractivité territoriale »**



*Source : Compilations ITCEQ*

Concernant la Tunisie, sa position défavorable est attribuable principalement :

- **à la baisse des IDE en % du PIB** (2,1% contre 2,3% en 2015) affectant négativement le classement de la Tunisie pour se situer au 16<sup>ème</sup> rang contre 12<sup>ème</sup> en 2015. Cette baisse tient son explication au fort repli accusé par le secteur financier conjugué à la hausse notable des flux sortants dont 66% sont dus à l'augmentation de la participation de « Tunisie Telecom » dans le capital social de l'opérateur « Go Malta ».
- **au climat des affaires** au niveau duquel le classement de la Tunisie continue à se détériorer depuis 2011 pour occuper le 22<sup>ème</sup> rang en 2016 (contre 21<sup>ème</sup> en 2015 et 10<sup>ème</sup> en 2010) et ce, en dépit de l'amélioration de son score (63,8 contre 62,8 en 2015). Cette amélioration revient principalement à la réforme mise en place en matière de recueil et de diffusion des informations financières<sup>22</sup>.

<sup>22</sup> Cf. « Doing Business 2017 » ; Banque Mondiale

Tableau 8 : Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité territoriale »

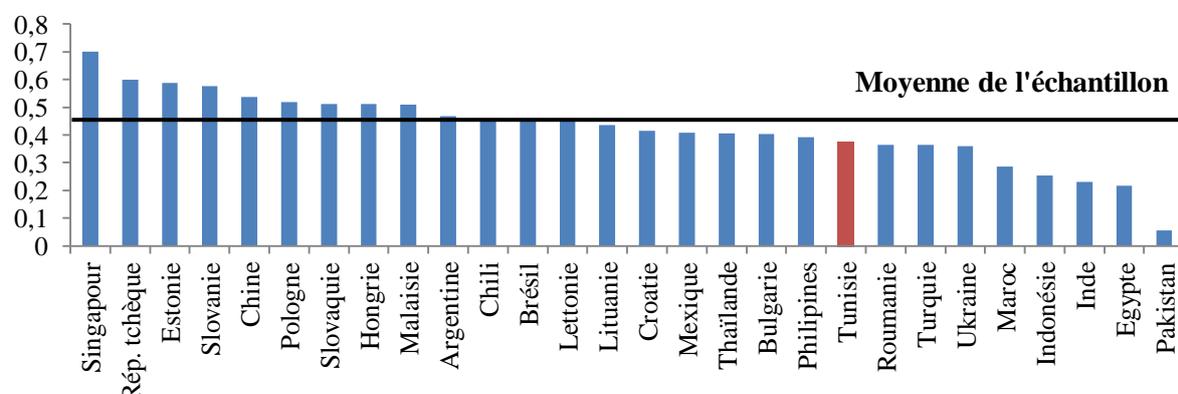
Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Degré d'ouverture	↓	90,3	15	80,4	46,8	Singapour	318,4	Brésil	24,6
IDE/PIB	↓	2,1	20	2,2	1,4	Hongrie	54,6	Indonésie	0,4
Facilité de faire des affaires	↑	63,8	22	67,9	68,0	Singapour	84,5	Pakistan	50,9
Indice de corruption	↑	41,0	14	37	41	Singapour	84	Ukraine	29
Instabilité politique	↓	2,4	19	3,0	3,1	Slovénie	1,0	Ukraine	3,5
Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE	→	0,2	20	0,067	0,059	Slovénie	0,007	Philippines	0,398

### Section 3 : Compétitivité Potentielle

#### Des capacités potentielles qui restent encore faibles...

En termes de compétitivité potentielle, la Tunisie continue à sous-performer en se plaçant au 20<sup>ème</sup> rang. Les premières positions sont principalement attribuées aux PECO et à quelques pays asiatiques à l'instar du Singapour qui reste à la tête de ce peloton. Par ailleurs, si la quasi-totalité des pays de l'échantillon ont gardé le même classement au cours des deux dernières années, la Chine semble le seul pays qui a pu avoir de l'avancée en 2016 et grimper à la 5<sup>ème</sup> position contre 8<sup>ème</sup> en 2015.

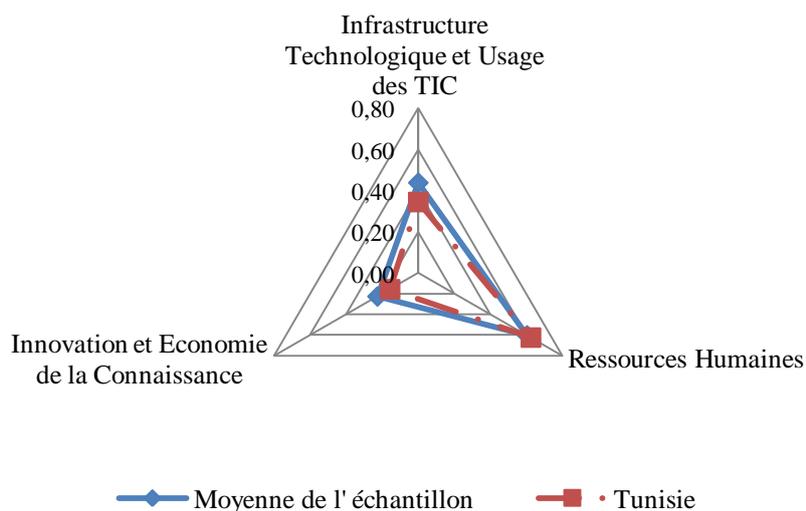
Graphique 17: Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »



Source : Compilations ITCEQ

Le recul du classement de la Tunisie est la conséquence des contres performances enregistrées en matière d'infrastructure technologique suivie par l'innovation et l'économie de la connaissance.

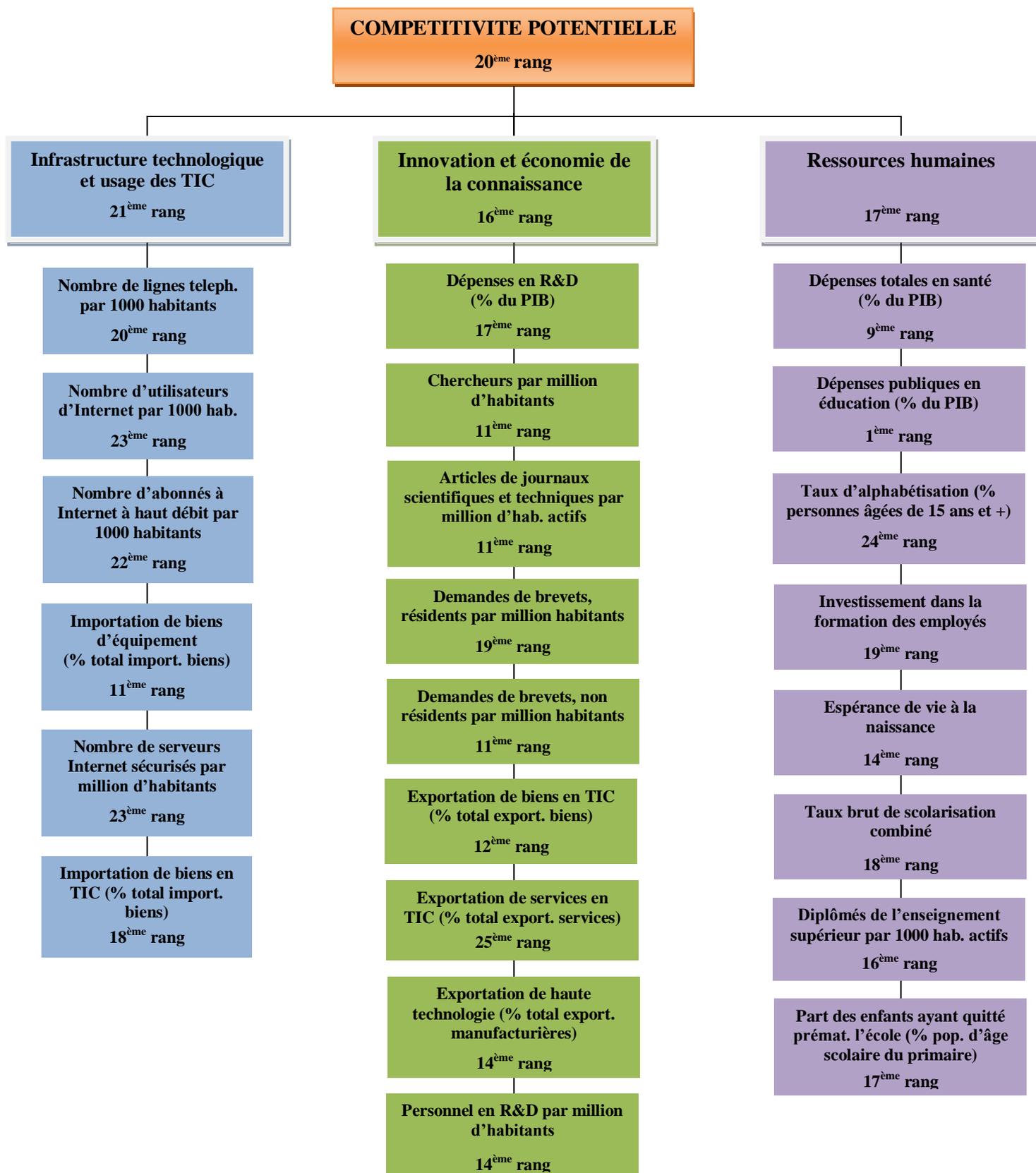
**Graphique 18: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité potentielle**



*Source : Compilations ITCEQ*

Ce résultat global incite à regarder en détail les données de base utilisées et à faire une analyse approfondie par facteur ainsi que par indicateur afin d'apporter un éclairage sur les actions à entreprendre pour remédier aux insuffisances et rattraper les économies les plus performantes.

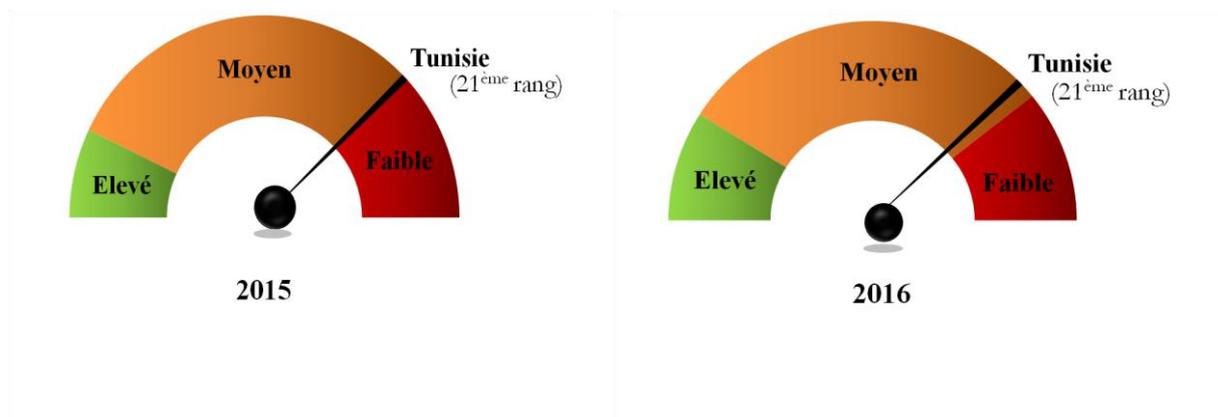
Tableau 9: Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle »



## I. Infrastructure technologique et usage des TIC

Les résultats dégagés montrent que la Tunisie souffre d'une faiblesse structurelle au niveau de ce facteur en occupant le 21<sup>ème</sup> rang. Elle est devancée par la totalité des PECO et des pays de l'Amérique latine retenus dans l'échantillon ainsi que par la majorité des pays asiatiques.

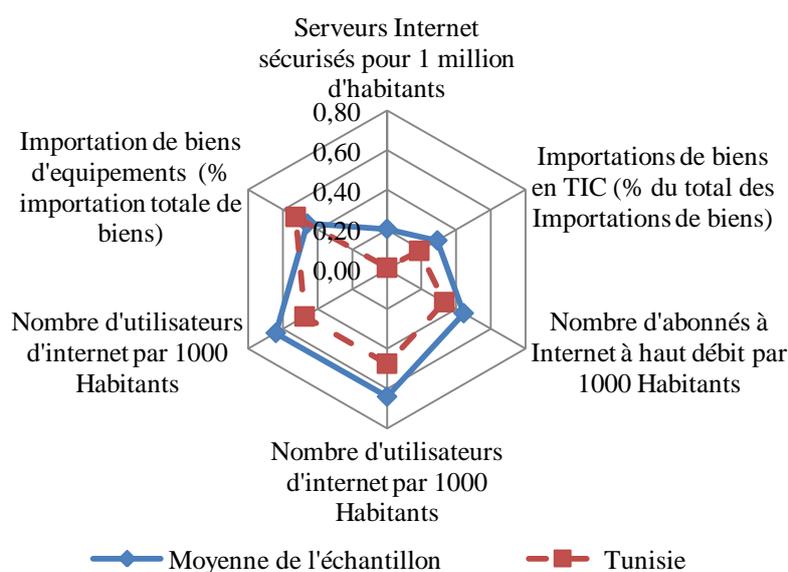
Graphique 19: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)



Source : Compilations ITCEQ

Il est à signaler que la Chine et la Thaïlande ont gagné respectivement 6 et 4 positions pour occuper, en 2016, le 14<sup>ème</sup> et le 9<sup>ème</sup> rang. A contrario le Brésil qui a été classé au 11<sup>ème</sup> rang en 2015 se trouve, en 2016, à la 15<sup>ème</sup> position.

Graphique 20: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d' « Infrastructure technologique et usage des TIC »



Source : Compilations ITCEQ

Plus précisément, les moindres performances de la Tunisie tiennent leurs origines :

- **à la faiblesse du nombre d'utilisateurs d'Internet par 1000 habitants**, qui, en dépit de son accroissement (496 contre 465 en 2015), demeure nettement inférieur à celui des PECO et des pays de l'Amérique latine procurant à la Tunisie la 23<sup>ème</sup> position.
- **au nombre d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 habitants** au niveau duquel la Tunisie a perdu 4 positions pour occuper le 22<sup>ème</sup> rang en 2016 et ce, suite notamment aux avancées considérables réalisées par quelques pays de l'échantillon à l'instar de la Thaïlande (5<sup>ème</sup> rang contre 12<sup>ème</sup> en 2015) et de l'Indonésie (21<sup>ème</sup> rang contre 24<sup>ème</sup> en 2015).

***L'économie numérique thaïlandaise: un nouvel cadre législatif***

*Pour assurer le développement d'une « économie numérique » forte avec un potentiel corollaire appréciable (un nouvel élan pour la croissance économique du pays), la Thaïlande a mis en place tout un dispositif vaste et concret reposant sur deux axes :*

*i) un déploiement efficace des réseaux haut débit sur une structure appropriée et (ii) un internet contrôlé et sûr pour permettre l'utilisation sécurisée de nouveaux services innovants. Ainsi, le gouvernement a pris les initiatives suivantes<sup>23</sup> : (1) la création d'un Grand Plan d'Economie Numérique 2016 - 2020 (PLAN) pour remplacer le Plan d'Économie Numérique (PEN); (2) la suppression du ministère de l'Information, des Communications et des Technologies et la création du Ministère du Numérique pour l'Économie (MEN) ; (3) la création d'un système national de haut débit ; (4) la création du plus grand centre de données de l'ANASE ; et (5) le développement de l'apprentissage à distance par des portails en ligne. Conformément au PLAN, il appartient au MEN de superviser la planification, la promotion et le développement de l'économie numérique. Ce dernier est fondé sur cinq plateformes utilisées pour diriger les secteurs économiques de l'économie numérique : l'infrastructure lourde, l'infrastructure légère, les infrastructures de services, promotion et innovation, société et connaissance. Chacune de ces plateformes se concentre, dans le cadre de son champ d'action, sur la relation entre le gouvernement et le secteur privé, ainsi que sur l'éducation et la formation des Thaïlandais pour augmenter l'accès à un service internet fiable. De plus, dix nouvelles lois sont en cours d'élaboration parmi lesquelles la loi sur le comité numérique national pour l'économie et la société, la loi sur les transactions électroniques (amendement), la loi sur la lutte contre la cybercriminalité, la loi sur la cyber-sécurité, la loi sur la protection des données personnelles et la radiodiffusion et la loi sur la régulation des télécommunications (amendement).*

- **au nombre de serveurs Internet sécurisés** qui n'est que de 13 serveurs par million d'habitants et reste en deçà de celui des pays leaders en la matière comme la République Tchèque et l'Estonie. Ces derniers comptent désormais 1346 et 1109 serveurs respectivement.

<sup>23</sup> Cf. « Fiche Pays Recherche – Thaïlande » ; Ambassade de France en Thaïlande, Juin 2017

- à la réduction du nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants conférant à la Tunisie le 20<sup>ème</sup> rang contre 17<sup>ème</sup> en 2015. Faut-il mentionner que l'Indonésie, la Thaïlande et la Lettonie ont pu améliorer significativement leur classement pour occuper les 11<sup>ème</sup>, 2<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> rangs respectivement (contre 20<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> en 2015).

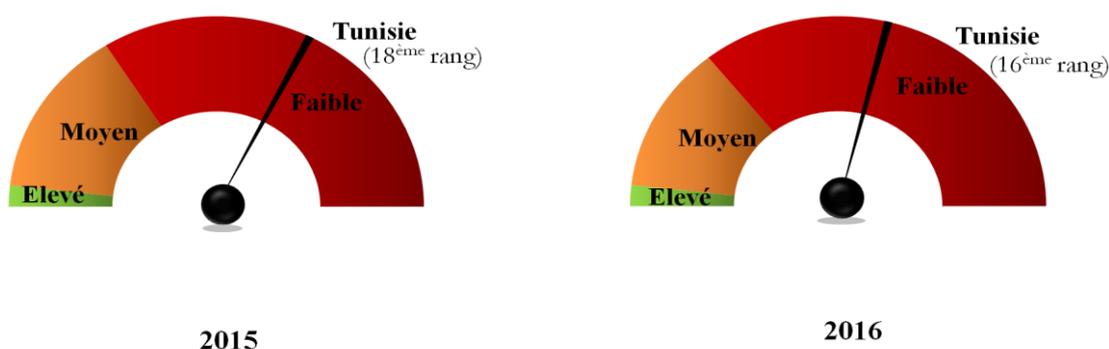
**Tableau 10: Principaux résultats liés au facteur « Infrastructure technologique et usage des TIC »**

Indicateurs	Tunisie				Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang	Maroc		Pays	Valeur	Pays	Valeur
Nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants	↓	1338	20	1235	1083	Singapour	1860	Pakistan	723
Nombre d'utilisateurs d'internet par 1000 habitants	↑	496	23	583	583,5	Estonie	872	Pakistan	155
Nombre d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 habitants	↑	686	22	496	800	Singapour	1706	Inde	182
Importation de biens d'équipements (% importation totale de biens)	↑	22,4	11	19,4	19,7	Mexique	28,5	Lettonie	15,5
Serveurs Internet sécurisés par million d'habitants	↑	13	23	7	80	Rép. Tchèque	1346	Pakistan	3
Importations de biens en TIC (% du total des importations de biens)	↓	10,2	18	5,8	8,5	Singapour	32,2	Egypte	5,2

## II. Innovation et économie de la connaissance

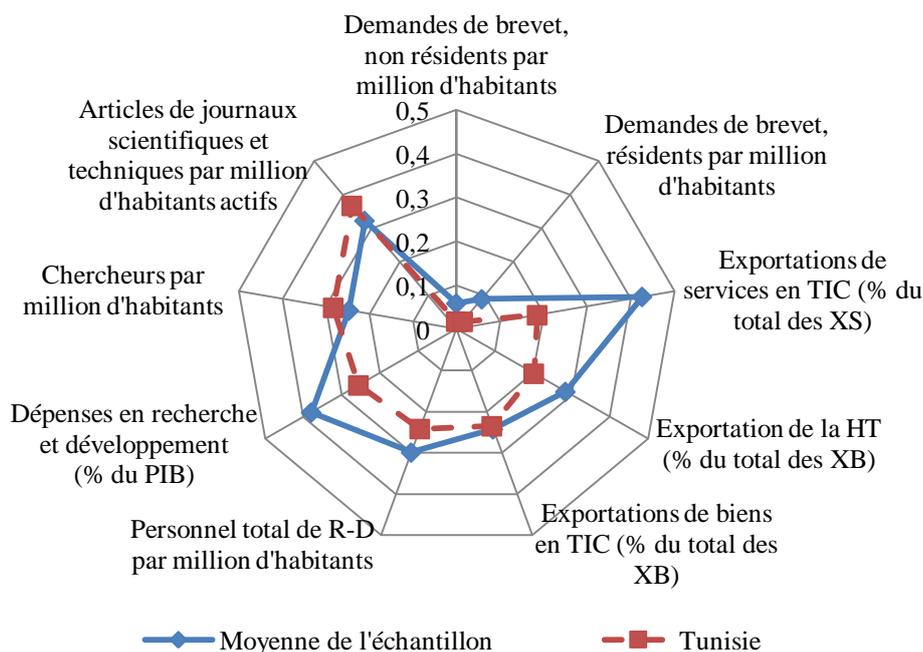
A ce niveau, la Tunisie figure dans le groupe de pays à faibles performances en occupant le 16<sup>ème</sup> rang.

**Graphique 21: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)**



Source : Compilations ITCEQ

**Graphique 22: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'innovation et économie de la connaissance**



Source : Compilations ITCEQ

Ce résultat relativement modeste s'explique principalement par :

- **les exportations de services en TIC** qui représentent près de 13% seulement du total des exportations de services contre 19% en Inde, pays leader en la matière, situant la Tunisie au 25<sup>ème</sup> rang.
- **le niveau structurellement faible du nombre de demandes de brevets déposées par les résidents par million d'habitants** qui, malgré son accroissement (21 contre 16 en 2015), reste largement inférieur à celui des PECO, de certains pays asiatiques (Singapour, Chine et Malaisie) et d'autres de l'Amérique latine (Brésil et Chili) conférant à la Tunisie le 19<sup>ème</sup> rang.
- **les dépenses en R&D en % du PIB** qui ne dépassent pas 0,65% contre 2,2% au Singapour et 2,1% en Chine, conférant à la Tunisie le 17<sup>ème</sup> rang. Quant à La Turquie et la Croatie, les deux ont pu décrocher 3 positions pour se situer au 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> rang respectivement. Faut-il rappeler, dans ce cadre, que pour la Tunisie, la contribution du secteur public est prédominante dépassant les 50% alors que celle des entreprises demeure limitée (19%) et mérite d'être consolidée moyennant l'activation du rôle des structures d'appui<sup>24</sup>.

<sup>24</sup> Cf. Statistique de l'Unesco

### **La R&D en Turquie : des dépenses en expansion**

*Selon l'Institut turc de la statistique, le montant investi dans le secteur de la R&D en 2016 a augmenté de 21,6% par rapport à l'année 2015 pour atteindre 0,94% du PIB (contre 0,88% en 2015). Malgré sa politique fiscale conservatrice, le pays a proposé des mesures incitatives spéciales d'investissement dans la R&D sous forme d'exonérations fiscales et de réductions d'impôts<sup>25</sup> ainsi qu'un soutien financier pour améliorer la compétitivité technologique et la capacité d'innovation des secteurs clés. Par ailleurs et du point de vue gouvernance de la R&D<sup>26</sup>, un ministère de l'industrie, de la science et de la technologie a été créé en 2011 afin de mieux coordonner la politique de recherche et développement au niveau gouvernemental et renforcer l'emprise du gouvernement sur des organismes scientifiques jusque-là indépendants. Ce ministère joue un rôle pivot dans la politique de R&D en Turquie. En tant que tutelle des principales institutions publiques de R&D, il impulse, coordonne et contrôle les activités de recherche. Il est également à l'origine d'un mouvement de réforme des organismes scientifiques, notamment de l'Académie des sciences (TÜBA).*

Cependant, il convient de nuancer que ces résultats modérés ne doivent pas occulter la position relativement favorable de la Tunisie en termes de nombres de chercheurs par 1000 habitants et de personnels travaillant dans la R&D (11<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> rang respectivement) en plus de la part de biens en TIC et de haute technologie dans les exportations totales de biens (12<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> position respectivement).

**Tableau 11 : Principaux résultats liés au facteur « Innovation et économie de la connaissance »**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Dépenses en R&D (% du PIB)	↓	<b>0,63</b>	17	nd	0,94	Singapour	2,22	Indonésie	0,09
Chercheurs par million d'habitants	↑	<b>1965</b>	11	1069	1260	Singapour	6730	Indonésie	90
Articles de journaux scientifiques et techniques par million d'hab. actifs	↑	<b>1290</b>	11	324	1103	Singapour	3448	Philippines	36
Demandes de brevet, résidents par million d'habitants	↑	<b>21</b>	19	7	78	Chine	874	Pakistan	1
Demandes de brevet, non résidents par million d'habitants	↓	<b>31</b>	11	30	8	Singapour	1673	Estonie	1
Exportations de biens en TIC (% du total des XB)	↑	<b>11,7</b>	12	3,1	2,1	Philippines	48,8	Argentine	0,2
Exportations de services en TIC (% du total des XS)	↑	<b>12,9</b>	25	20,3	2,1	Inde	67,0	Turquie	2,1
Exportation de la Haute technologie (% du total des XB)	↑	<b>10,8</b>	14	5,0	3,3	Philippines	50,5	Chili	0,8
Personnel total de R&D par million d'habitants	↑	<b>2069</b>	14	1149	1562	Singapour	7808	Indonésie	240

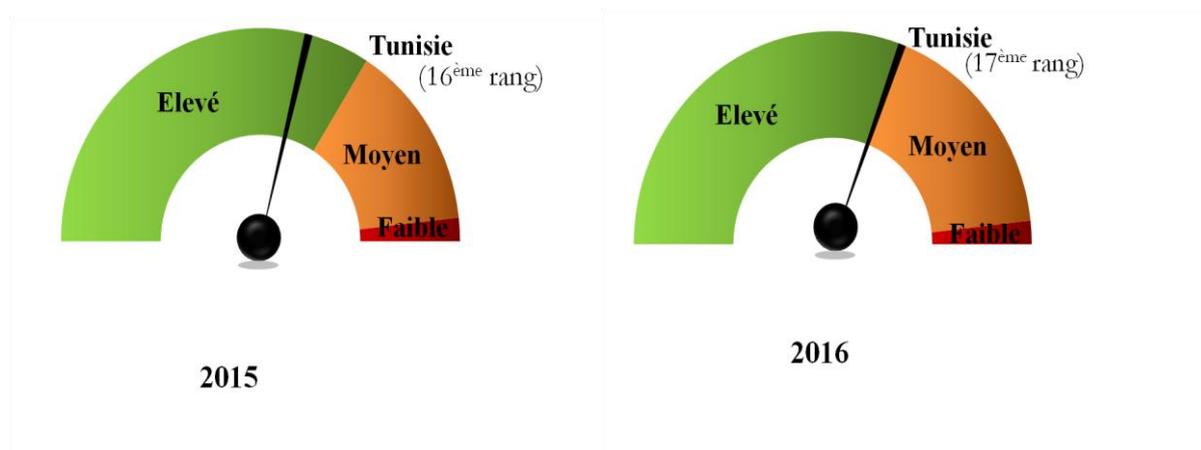
<sup>25</sup> Les lois 193, 5520, 4691 et 5746 couvrent les incitations fiscales et les exemptions à la R&D

<sup>26</sup> Cf. « Newsletter N°7 », BRUSSELS invest & export, Novembre-Décembre 2017

### III. Ressources humaines

C'est un facteur au niveau duquel la Tunisie figure parmi les pays à performances supérieures et se situe au 17<sup>ème</sup> rang, devant de la sorte l'ensemble des concurrents asiatiques, certains concurrents méditerranéens (Maroc et Egypte), d'autres PECO (Hongrie, Lituanie et Roumanie) ainsi que certains pays d'Amérique Latine tels que le Brésil et le Mexique.

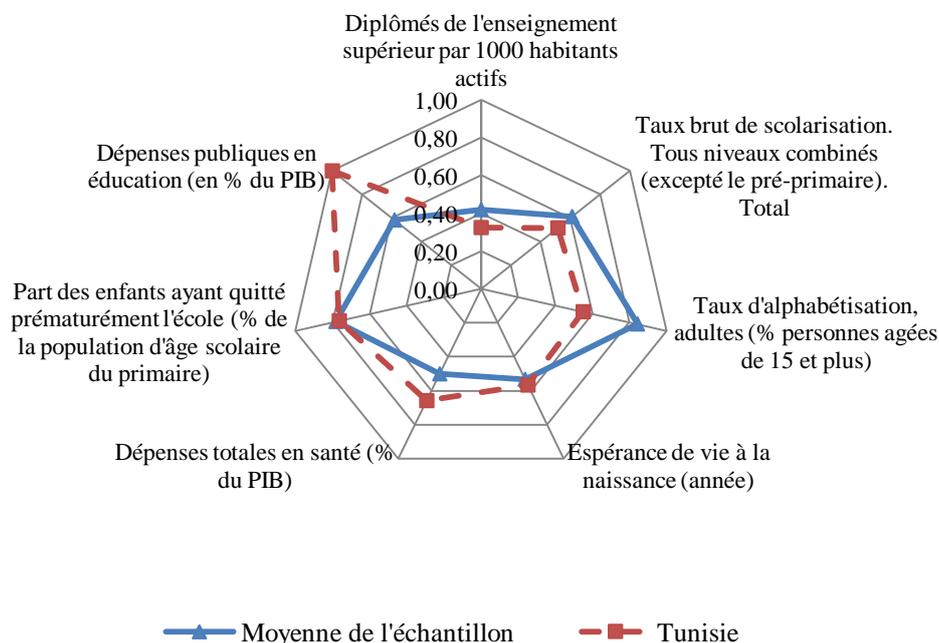
Graphique 23: Evolution de l'écart de performance (2015-2016)



Source : Compilations ITCEQ

Doit-on nuancer, à ce niveau, que la majorité des pays de l'échantillon a gardé le même classement au cours des deux dernières années à l'exception de l'Ukraine qui a décroché 8 positions se situant, de la sorte, au 9<sup>ème</sup> rang en 2016 ainsi que de la Lettonie qui occupe désormais le 5<sup>ème</sup> rang contre 9<sup>ème</sup> en 2015. Quant à la République Tchèque, au Singapour et à la Slovaquie, ils ont perdu 3 positions chacun pour se placer au 8<sup>ème</sup>, 14<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> rang respectivement.

**Graphique 24: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de ressources humaines**



Source : Compilations ITCEQ

Cette position satisfaisante est imputable essentiellement :

- **au niveau des dépenses publiques en éducation** dépassant les 6,5% du PIB et pour lesquelles la Tunisie se situe à la tête du peloton des pays retenus. Toutefois, il convient de signaler que malgré cet effort considérable déployé pour promouvoir le système éducatif, l'on note l'existence d'une marge de progression importante pour améliorer davantage le rendement de ces ressources financières comme en témoigne le **niveau relativement faible du taux d'alphabétisation des adultes** qui reste nettement inférieur à celui des PECO plaçant la Tunisie au 24<sup>ème</sup> rang. De plus, **le taux d'abondance précoce de l'école** est relativement élevé (1,4%) dépassant largement celui de certains pays tels que le Chili et la République Tchèque, leaders en la matière, avec des taux respectifs de 0,06% et de 0,1%.
- **aux dépenses totales en santé** qui représentent 6,9% du PIB conférant à la Tunisie le 9<sup>ème</sup> rang pour devancer ses concurrents méditerranéens et asiatiques ainsi que certains PECO

Tableau 12: Principaux résultats liés au facteur « Ressources humaines »

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Dépenses totales en santé (en % du PIB)	↑	6,9	9	5,5	4,3	Brésil	9,1	Pakistan	2,7
Dépenses publiques en éducation (en % du PIB)	→	6,6	1	5,6	4,8	Tunisie	6,6	Egypte	1,4
Espérance de vie à la naissance	↑	75,7	14	75,8	75,8	Singapour	82,8	Pakistan	66,5
Taux d'alphabétisation, adultes (% personnes âgées de 15 et plus)	↑	80,8	24	71,7	96,2	Ukraine	100,0	Pakistan	57,4
Taux brut de scolarisation combiné	↑	82,5	18	77,2	102,8	Singapour	110,5	Pakistan	52,6
Diplômés de l'enseignement supérieur par 1000 habitants actifs	↓	16	16	13	31	Slovénie	31	Indonésie	8
Part des enfants ayant quitté prématurément l'école (% de la population d'âge scolaire du primaire)	→	1,4	17	1,3	2,8	Chili	0,06	Pakistan	5,7

## Conclusion

### *Convergence des différents classements*

Au premier abord, le reclassement des pays<sup>27</sup> permet de constater qu'il n'y a pas un changement significatif dans le positionnement de la Tunisie par rapport à ses concurrents selon les différents rapports objet de comparaison.

**Tableau 13: Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité**

	HF	IT	WEF	DB	ITCEQ
Singapour	1	1	1	1	1
Rép. Tchèque	5	8	5	7	2
Slovénie	18	5	16	9	3
Estonie	3	2	4	2	4
Pologne	8	4	9	6	5
Malaisie	6	10	2	5	6
Slovaquie	9	9	19	8	7
Hongrie	10	12	20	11	8
Chine	26	17	3	19	9
Lituanie	4	6	8	4	10
Thaïlande	14	23	7	14	11
Lettonie	7	7	12	3	12
Croatie	20	10	22	15	13
Chili	2	3	6	16	14
Bulgarie	11	14	13	13	15
Roumanie	12	12	18	10	16
Mexique	13	27	14	12	17
Turquie	16	14	15	17	18
Argentine	28	22	26	24	19
Brésil	22	17	23	26	20
Philippines	15	23	17	23	21
<b>Tunisie</b>	<b>21</b>	<b>14</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
Maroc	17	20	21	18	23
Indonésie	19	20	11	20	24
Inde	23	17	10	27	25
Ukraine	27	28	24	21	26
Egypte	24	25	27	25	27
Pakistan	25	26	28	28	28

*Sources : HF, IT, WEF, DB et Compilations ITCEQ*

<sup>27</sup> Il s'agit d'un reclassement effectué par l'équipe de l'ITCEQ de la Tunisie et des pays concurrents retenus. En effet, chaque organisme a sa propre liste de pays sur la base de laquelle il effectue son étude. A titre d'exemple, HF calcule son indicateur sur 185 pays alors qu'IT retient 174 pays. Cette différence peut fausser le calcul du coefficient puisqu'il suppose disposer d'échantillons de même taille et étudiant les mêmes pays.

Plus précisément, le coefficient de corrélation de Kendall<sup>28</sup> est de 0,74 confirmant l'existence d'une forte concordance entre les différents classements élaborés par les cinq organismes.

**Encadré : Coefficient de Kendall <sup>(\*)</sup>**

Le coefficient *W* de Kendall est calculé comme suit :

$$W = \frac{12 \sum T_j^2}{k^2 N(N^2 - 1)} - \frac{3(N + 1)}{N - 1}$$

Avec  $T_j$  : totaux des classements du pays  $j$  ( $j=1-N$ )

$N$  : nombre de pays à classer ( $N=28$ )

$k$  : nombre d'organismes ( $k=5$ )

*W* prend une valeur entre 0 (lorsqu'il n'y a aucune relation entre les classements) et 1 (lorsqu'il y a une concordance parfaite entre les classements).

(\*) Voir rapport « Bilan Compétitivité 2006 : En route vers Lisbonne » publié par l'observatoire de compétitivité de Luxembourg en septembre 2006

Cette forte corrélation prouve donc que les classements des pays ne divergent pas d'un rapport à l'autre même si les cinq organismes prétendent calculer des indicateurs synthétiques selon des approches différentes. De ce fait, les résultats élémentaires ne peuvent que fournir une base diversifiée de comparaison et permettre d'identifier les contraintes qui entravent la compétitivité et le climat des affaires en Tunisie.

**Recueil des faiblesses et proposition de quelques recommandations**

Les résultats dégagés laissent entrevoir une large marge de manœuvre dont dispose la Tunisie en vue de rattraper les économies les plus performantes et de remédier à certaines insuffisances qui sont de nature à entraver la compétitivité du pays. A cet égard, l'on se propose, dans ce qui suit, de présenter un tableau synoptique qui synthétise les principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne ainsi que certaines recommandations pour les contourner.

---

<sup>28</sup> Cf. encadré page 44

**Tableau 14 : Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne**

Indicateurs / Facteurs	Rang	Propositions
Niveau élevé du déficit courant	28 <sup>ème</sup>	- Réduire les barrières à l'exportation (manutention portuaire et procédures douanières) afin de tirer profit de la baisse du dinar
Baisse du taux d'épargne	27 <sup>ème</sup>	- Dégager un espace budgétaire en agissant graduellement sur l'emploi dans l'administration en maintenant la règle de remplacement partiel des départs à la retraite
Aggravation du déficit budgétaire	25 <sup>ème</sup>	- Diversifier les sources de financement de la sécurité sociale
Régression des réserves en devises	21 <sup>ème</sup>	- Etudier l'utilité des programmes publics, y compris les projets d'infrastructures pour prioriser les dépenses publiques
		- Evaluer trimestriellement les remboursements extérieurs et maintenir des engagements adéquats avec les prêteurs.
		- Mettre en place une large amnistie de change sans condition et accorder des privilèges pour les tunisiens résidents à l'étranger
Système bancaire peu développé	27 <sup>ème</sup>	- Consolider les ressources financières du système bancaire et ses capacités de gestion et d'analyse des risques
		- Moderniser le cadre réglementaire et renforcer le contrôle de l'application des règles prudentielles par la BCT
		- Resserrer davantage la politique de la BCT en matière de garanties
Niveau structurellement élevé des prêts non productifs	27 <sup>ème</sup>	- Relancer les rapports trimestriels de la politique monétaire assortis d'orientations prospectives sur les projections d'inflation afin de mieux ancrer les anticipations
		- Accélérer la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière
		- Moderniser les structures et institutions régionales pour mieux exploiter les opportunités d'investissement et accompagner les investisseurs dans les régions
		- Autoriser les banques à apprécier les risques en reconsidérant le plafonnement des taux d'intérêt débiteurs
		- Adapter l'opération de restructuration à la banque assujettie (les banques à participation étrangère, les banques opérant dans le champ des PME, les banques publiques...)
Marché financier peu dynamique	25 <sup>ème</sup>	- Ouvrir le secteur aux sociétés étrangères d'intermédiation
		- Développer de nouveaux produits et services financiers
		- Promouvoir l'introduction en bourse des entreprises en leur accordant plus d'avantages fiscaux
Récession de l'activité économique du pays	26 <sup>ème</sup>	- Accélérer la mise en œuvre des projets d'infrastructure et le développement des zones industrielles/clusters
		- Orienter l'investissement vers des activités à haute valeur ajoutée et à fort contenu de savoir telles que les technologies de l'information, la santé et les services financiers
		- Libérer le potentiel du secteur privé pour la réalisation de nouveaux projets ou l'extension de projets déjà existants
		- Favoriser le partenariat public-privé dans certains domaines tels que le transport, la logistique, l'énergie et le secteur financier
		- Assurer l'adéquation entre les besoins des entreprises et les systèmes d'éducation, d'apprentissage et de formation
Perte de parts de marché sur l'UE	22 <sup>ème</sup>	- Renforcer la diplomatie économique à l'étranger notamment en Afrique
Manque de diversification des exportations par marché et par produit	27 <sup>ème</sup>	- Améliorer les services logistiques et appuyer les structures d'accompagnement
		- Simplifier les procédures administratives et douanières notamment en termes de coût et de délai et ce, à travers la digitalisation;
		- Améliorer les services d'aconage et de manutention

	20 <sup>ème</sup>	- Développer les produits à potentialités d'exportation non exploitées et se positionner sur des marchés porteurs
<b>Climat d'affaires peu favorable</b>	22 <sup>ème</sup>	- Consolider la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
<b>Territoire peu attractif aux IDE</b>	16 <sup>ème</sup>	- Alléger les formalités administratives - Accélérer le processus d'élimination des autorisations d'exercice - Améliorer la gestion des infrastructures portuaires - Préparer des plans de restructuration des entreprises publiques - Activer la révision du code de change
<b>Infrastructure technologique relativement modeste</b>	21 <sup>ème</sup>	- Réviser et instaurer un cadre réglementaire flexible du secteur des TIC - Généraliser l'utilisation des TIC dans tous les domaines et la rendre obligatoire pour certains services connexes à l'instar des paiements des taxes et des impôts - Promouvoir les investissements dans l'infrastructure à large bande - Améliorer le cadre réglementaire et législative de la sécurité numérique
<b>Pression fiscale élevée</b>	20 <sup>ème</sup>	- Simplifier davantage le système fiscal et promouvoir la transparence, tout en renforçant le dispositif de contrôle fiscal - Rétablir l'équité et la justice fiscale en facilitant le recoupement des informations et en renforçant les contrôles fiscaux pour mieux lutter contre l'évasion et la fraude fiscale
<b>Capacité d'innovation encore faible</b>	16 <sup>ème</sup>	- Encourager l'intégration des entreprises étrangères et les PME tunisiennes pour aider celles-ci à progresser dans la chaîne de valeur grâce au transfert de connaissances, de savoir-faire et de technologies - Consolider les dépenses en R&D et inciter les entreprises privées à y investir - Favoriser la coordination et créer une synergie entre les différentes institutions (entreprises, centres de recherche, universités, technopoles...) pour renforcer la capacité d'innovation.

## Références Bibliographiques

- « Doing Business 2017 » ; Banque Mondiale
- « Études économiques de l'OCDE : Inde », Février 2017
- « Economic Surveys: Argentina » ; OCDE, Juillet 2017
- « Fiche Pays Recherche – Thaïlande » ; Ambassade de France en Thaïlande, Juin 2017
- « Inde : besoin d'assainissement des banques publiques » Johanna Melka, BNP PARIBAS, Avril 2017
- « La situation économique et financière de la Bulgarie début 2017 » ; Ambassade de France en Bulgarie ; Mai 2017
- « La situation économique et financière de la Roumanie en 2016 » ; Ambassade de France en Roumanie ; Mars 2017
- « Le commerce extérieur lituanien et les relations commerciales franco-lituanien au 1er semestre 2017 » ; Ambassade de France en Lituanie, Octobre 2017
- « Newsletter N°7 », BRUSSELS invest & export, Novembre-Décembre 2017
- « Philippines » Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) France-Philippines, Mars 2017
- « Rapport annuel 2016 » de la BCT
- « Rapport annuel de la BVMT », 2016
- « Rapport économique sur l'Ukraine 2016 » ; Ambassade de Suisse pour l'Ukraine et la République de Moldova, Juillet 2017
- « Situation économique et financière de la République tchèque au 1<sup>er</sup> semestre 2016 » ; Ambassade de France en République Tchèque, Juillet 2016
- « Ukraine » ; BNP PARIBAS, 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

## Sources Statistiques

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers, Bank Almaghrib, BCT, BVMT, Central Bank of Egypt, CHELEM, COFACE, DB (BM), Estonian bank, EUROSTAT, FOCUS ECONOMICS, Government Finance Statistics (FMI), Heritage Foundation, INS, Institut National des Statistiques de la Bulgarie, Institute For Economics and Peace, Latvia bank, Lithuania bank, MDICI, MF, Ministry of Finance of Croatia, MES, MTCEN, OCDE, Perspective Monde, PNUD, Slovenia bank, Statistiques financières internationales (FMI), Transparency International, Trademap, the National bank of Slovakia, The Conference Board Total Economy Database, Union Budget of India, UIT, UNCTAD, UNESCO, WDI, WEF, World Economic Outlook (FMI).